

PROJET "BALADNA" DE PRODUCTION DE LAIT EN POUDRE

LANCEMENT DEMAIN DES TRAVAUX DE RÉALISATION



P.16

LE MEDIATEUR MAGHREBIN

Quotidien national d'information

Lundi 2 septembre 2024 - N°: 200 - Prix:10 DA

JEUX PARALYMPIQUES-2024 (2^E JOURNÉE)

DE L'OR ET DU BRONZE POUR L'ALGÉRIE



P.12

Présidentielle du 7 septembre



ANIMANT UN MEETING À SÉTIF
Hassani Cherif
promet une réforme sociale qui préserve la cohésion



Yahi appelle à un vote massif en faveur du candidat Tebboune



AOUCHICHE DEPUIS BOUIRA
Engagement pour la prise en charge les préoccupations des citoyens

P.3



FABRIQUÉES LOCALEMENT PAR LA SAIEG

433 bornes de recharge pour véhicules électriques exportées

P.2



BANQUE DES BRICS

L'ADHÉSION DE L'ALGÉRIE APPROUVÉE

P.9



WILAYAS DU SUD DU PAYS

300.000 HECTARES CONSACRÉS AUX CULTURES OLÉAGINEUSES

P.16

WILAYAS DU SUD DU PAYS

300.000 hectares consacrés aux cultures oléagineuses

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a indiqué que plus de 300.000 hectares de terres destinées à la mise en valeur dans les wilayas du sud, ont été dédiées aux cultures oléagineuses. Dans son allocution à l'ouverture des rencontres nationales avec les investisseurs bénéficiaires de terres agricoles dans le cadre du droit de concession, auprès de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS), M. Cherfa a souligné que 300.000 hectares ont été dédiés aux cultures oléagineuses, dans le cadre du plan national de développement des cultures stratégiques, pour "la production d'une huile de table 100% algérienne, avec la possibilité de s'orienter vers l'exportation à l'avenir".



Ce plan prévoit la mise en valeur de plus d'un (1) million de terres dans les wilayas du sud à l'horizon 2028, dont 500.000 hectares destinés à la production des céréales et de l'orge,

220.000 hectares au maïs, et 20.000 hectares aux légumineuses. Ce plan devrait contribuer à "la réalisation de la sécurité alimentaire et à la réduction de la facture d'importation et permettra de constituer un stock stratégique pour faire face aux crises et aux perturbations cli-

matiques", a indiqué le ministre, affirmant qu'"il s'agit d'un investissement important", en matière de production, de transformation et de stockage. "2025 sera la dernière année où l'Algérie importera le blé dur", a, par ailleurs, souligné le ministre, appelant les investisseurs

bénéficiaires de terres agricoles à les exploiter afin de réaliser l'objectif de l'autosuffisance en matière de blé, d'autant que la production nationale couvre actuellement 80% de la demande locale. Depuis la création de l'ODAS en 2020, plus de 54 périmètres ont été créés pour la mise en valeur des terres à travers les wilayas du sud, soit près de 460 000 ha, selon les chiffres fournis par le ministre. Parmi ces périmètres, 264 000 ha (terres de 250 à 1000 ha de superficie) ont été distribués au profit de 431 exploitants, dont 286 exploitants réellement installés, a indiqué M. Cherfa, citant la mise en valeur de 16 000 ha, en plus des 6680 hectares cultivés de la superficie exploitable de ces terres estimées actuellement à 96 000 ha. Les rencontres nationales avec les investisseurs bénéficiaires de terres agricoles dans le cadre du droit de concession auprès de l'Office, dureront trois jours au cours desquels le ministre se réunira avec 431 exploitants agricoles issus de 9 wilayas du sud, pour écouter leurs préoccupations, notamment celles liées à l'électricité agricole, aux réseaux de communication et à l'ouverture des voies. Les investisseurs ont appelé lors de la réunion à la consécration d'un corridor vert au niveau des ports au matériel agricole importé destiné à la réalisation des projets de mise en valeur des terres dans les wilayas du sud. M. Cherfa a affirmé la prise en charge de toutes les préoccupations soulevées qui seront transmises aux secteurs concernés.

FILOU OFFERT PAR L'ALGÉRIE AU LIBAN Début aujourd'hui du déchargement au port de Tripoli



Le ministère libanais de l'Energie et de l'Eau (MEE), a annoncé, samedi dernier, dans un communiqué, que l'opération de déchargement du pétrolier algérien transportant le fioul nécessaire pour la production de l'électricité au Liban, sera entamée cet après-midi, affirmant avoir finalisé tous les préparatifs logistiques et techniques au niveau des installations pétrolières du port de Tripoli. "Contrairement à toutes les rumeurs tendancieuses et les informations malveillantes circulant, le ministère affirme avoir finalisé tous les préparatifs logistiques et techniques au niveau des installations pétrolières du port de Tripoli, dont le nettoyage des réservoirs de pétrole et des infrastructures maritimes", a précisé le ministère dans un communiqué rapporté par l'Agence Nationale de l'Information libanaise (NNA), ajoutant que "le ministère a autorisé le déchargement du tanker dans les réservoirs,

cependant, la hauteur des vagues empêche, jusqu'à présent, l'accostage et le déchargement de la cargaison". "Les équipes maritimes affirment que le pétrolier devrait entrer au port de Tripoli lundi à 10h00, et que le déchargement du fioul dans les réservoirs commencera à 14h00. L'opération de déchargement se poursuivra 48 heures", ajoute le communiqué. La première cargaison de fioul algérien était arrivée au port de Tripoli, mardi dernier, dans le cadre du soutien de l'Algérie au Liban afin de l'aider à surmonter la crise d'électricité qu'il traverse, en application de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune portant approvisionnement du Liban, pays frère, en énergie. "Suite au don de fioul de haute qualité produit par les raffineries algériennes, offert par les autorités de la République algérienne démocratique et populaire en vue de répondre aux besoins urgents du Liban,

le ministère libanais de l'Energie et de l'Eau se félicite de ce don et réitère ses remerciements au président algérien, M. Abdelmadjid Tebboune, pour cette généreuse initiative affirmant que l'Algérie a toujours soutenu le Liban notamment en période de crise", lit-on dans le communiqué. Après avoir réitéré ses remerciements à "l'Etat frère de l'Algérie, Président, Gouvernement et Peuple, pour avoir soutenu le Liban en cette conjonction difficile et critique", le ministère libanais a appelé à "faire preuve de prudence face à ceux qui pêchent en eaux troubles", affirmant être "en contact quotidien et continu avec les autorités algériennes concernées, représentées par le ministère algérien de l'Energie et des Mines, pour protéger les intérêts des deux peuples frères et contribuer à la promotion de leurs relations privilégiées et de leur avenir commun".

Fabriquées localement par la SAIEG 433 bornes de recharge pour véhicules électriques exportées



La Société algérienne des industries électriques et gazières (SAIEG), filiale du groupe Sonelgaz, a procédé à sa première opération d'exportation de bornes de recharge pour véhicules électriques vers l'Italie et la Libye, a indiqué, hier, le groupe public. Le porte-parole du groupe, Khalil Hedna a précisé, dans une déclaration à la presse, que cette "opération, première du genre, s'inscrit dans le cadre d'un contrat portant l'exportation de 433 bornes de recharge d'une puissance de 60 kW avec une recharge rapide de 322 kW, fabriquées localement conformément aux normes internationales en vigueur, vers l'Italie et la Libye." M. Hedna a souligné que la création de l'usine de production de bornes de recharge pour véhicules électriques relevant de la SAIEG intervient en "application des engagements de l'Etat algérien en matière de transition énergétique" et "contribue à la diversification des sources de devises à travers les exportations hors hydrocarbures". Les négociations sont actuellement à un stade avancé pour "conclure plusieurs contrats en vue d'exporter d'autres quantités de bornes de recharge vers des pays européens et du Moyen-Orient", a-t-il fait savoir. Et d'ajouter que ces bornes sont fabriquées par la SAIEG, étant "le bras industriel de la Sonelgaz, avec un taux d'intégration locale estimé à 58%, appelé à augmenter dans un proche avenir".

PRÉSIDENTIELLE

Yahi appelle à un vote massif en faveur du candidat Tebboune

Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Mustapha Yahi, a appelé hier depuis Ain Defla, à sortir en force le 7 septembre prochain pour voter en faveur du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune et le plébisciter pour un second mandat présidentiel.

M. Yahi, qui animait un meeting populaire à la maison de la culture Emir-Abdelkader dans le cadre de la 18e journée de la campagne électorale, a souligné la nécessité de "sortir en force le jour du scrutin pour voter en faveur du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune et le plébisciter pour un second mandat" et "contribuer ainsi à l'édification de l'Algérie". Le candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune "a une forte vision prospective. Il veut faire de l'Algérie un pays émergent et développé durant son 2e mandat, s'il est élu", a ajouté le SG du RND, notant que son parti adhère à cet objectif "grâce auquel l'Algérie sera développée et émancipée". M. Yahi a, également, loué les facilitations consenties par M. Abdelmadjid Tebboune au profit de la communauté nationale établie à l'étranger, à l'instar de l'augmentation du nombre de vols, la réduction des tarifs des billets d'avion et la garantie de leurs droits au logement et à la retraite. **R. N.**



Électeurs de la communauté nationale en Espagne Les conditions réunies pour leur l'accueil

Le Consul d'Algérie à Alicante (Espagne), Djamel Benkerourou, a affirmé hier que toutes les conditions étaient réunies pour l'accueil des électeurs parmi la communauté nationale au centre de vote d'Alicante, dans le cadre de l'élection présidentielle qui débutera lundi dans les bureaux d'Alicante et de Valence. Le Consul a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que toutes les procédures administratives et logistiques ont été mises en branle pour assurer le bon déroulement du processus électoral à travers sept bureaux de vote, relevant du centre de vote d'Alicante (Alicante, Valence, Murcie, Séville, Almeria, Malaga et Castellon), signalant que le scrutin sera lancé dans les cinq bureaux précités à partir de mardi. Il a ajouté que la Commission électorale a été retenue au niveau de la représentation diplomatique ou du consulat au niveau de la province d'Alicante, qui comprend quatre personnes chapeautées par le Consul d'Algérie à Alicante, le représentant de l'Autorité électorale nationale indépendante (ANIE) comme vice-président, ainsi que deux représentants des membres de la communauté nationale à Alicante, qui supervisent le processus électoral à partir du 2 au 7 septembre, notant que «les travaux de la Commission s'achèveront par l'élaboration du procès-verbal de dépouillement des votes et du rapport final, qui sera soumis à l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) en Algérie». Concernant le corps électoral, M. Benkerourou a fait savoir que le nombre d'électeurs inscrits au centre de vote d'Alicante a atteint 10.070 électeurs et électrices, dont 194 nouveaux inscrits répartis à travers les sept bureaux de vote, dont Alicante avec 3.873 électeurs, Valence (2.555), Murcie (1.477), Séville (477), Almeria (533), Malaga (333) et Castellon (822). Pour sa part, le représentant de l'ANIE à Alicante, Mustapha Yettou, a indiqué que l'opération électorale a été organisée au niveau du Consulat d'Algérie à Alicante, de la révision des listes électorales jusqu'à la délivrance de la carte d'électeur et son envoi aux concernés. Il a ajouté que, dans le cadre de la préparation de l'opération électorale, trois simulations ont été réalisées entre l'ANIE et ses délégués à l'étranger, en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, la dernière en date ayant été effectuée, le 28 août dernier, pour s'enquérir des conditions réunies au sein des bureaux de vote pour accueillir les électeurs parmi la communauté nationale. Dans le cadre de la campagne électorale, des rencontres de proximité ont été organisées par des représentants des trois candidats en lice pour la Présidentielle au niveau d'Alicante et Valence, en plus de l'organisation de campagnes de sensibilisation, sous la supervision d'associations, sur l'importance d'une forte participation à cette échéance. **APS**

BENGRINA SOUTIENT LA CANDIDATURE DE TEBBOUNE Pour le parachèvement des réalisations

Le président du Mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina, a renouvelé hier à Magra (M'sila), son appel à soutenir le candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune, lors de l'élection présidentielle du 7 septembre, "afin de parachever les réalisations et réformes". "Soutenir M. Abdelmadjid Tebboune à l'élection du 7 septembre lui permettra de poursuivre les réalisations et de mener à bien les réformes qu'il a initiées au cours de son premier mandat présidentiel", a déclaré M. Bengrina lors d'échanges avec les citoyens de la commune de Magra dans le cadre d'une activité de proximité pour le compte de la campagne électorale. Il a souligné, dans le même contexte, que le candidat indépendant est "soutenu par les différents courants politiques ainsi que par les acteurs de la société civile" au vu, selon lui, de son programme électoral qui, "orienté vers l'ensemble des secteurs, est digne de la confiance du peuple algérien". Le président du Mouvement El-Bina a appelé, en conclusion, à voter en faveur du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune car, a-t-il estimé, "c'est le meilleur candidat pour diriger le pays durant la période à venir". Notons que M. Abdelkader Bengrina devrait poursuivre ses activités de proximité dans les communes de Barika, d'Azil-Abdelkader et de M'doukal (Batna) afin d'expliquer le programme du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune. **R. N.**



ANIMANT UN MEETING À SÉTIF Hassani Cherif promet une réforme sociale qui préserve la cohésion

Le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP) à la Présidentielle du 7 septembre prochain, M. Abdelaali Hassani Cherif, s'est engagé, samedi dernier depuis la wilaya de Sétif, à opérer une réforme sociale "à même de maintenir la sérénité et de préserver la cohésion de la société". Animant un meeting au complexe omnisports 8 mai 1945, M. Hassani Cherif a indiqué que son programme électoral reposait sur "la concrétisation d'une réforme sociale globale à même de maintenir la sérénité, de préserver la cohésion de la société et de garantir une vie digne au citoyen", soulignant que son programme prévoit aussi "la préservation des droits du citoyen, la garantie

de sa liberté, la protection de sa santé et l'amélioration de son pouvoir d'achat". Il s'est, dans ce contexte, engagé à renforcer "les mécanismes incitateurs visant à créer des emplois dans les secteurs de production et tertiaires, à résorber le chômage, mais aussi à réviser le système d'allocation aux chômeurs et le système sanitaire". Au volet économique, le candidat du MSP a réaffirmé que ses engagements étaient basés sur "l'évaluation de la situation actuelle en vue d'anticiper les futurs défis qui nécessitent, a-t-il dit, la relance des grands projets, l'instauration d'un environnement propice aux investissements ainsi que la libération du commerce et de l'import-export". S'agissant de la wilaya de Sétif, M. Has-

sani a énuméré ses atouts industriels, agricoles, et touristiques, faisant d'elle "un important pôle économique", s'engageant, en cas, de son élection à la magistrature suprême, à "transformer les villes connues pour leur dynamique industrielle et commerciale, en pôles à même de contribuer à la relance de l'économie nationale". Il a par la même, souligné que l'Algérie s'appropriait à une échéance importante avec tous les défis et enjeux qui se présentent, notamment au vu de ses positions constantes en faveur des causes justes dans le monde, appelant à "réussir cette échéance électorale, en se rendant massivement aux urnes le 7 septembre". **R. N.**

Youcef Aouchiche depuis Bouira Engagement pour la prise en charge les préoccupations des citoyens

Le candidat du Front des forces socialistes (FFS) à la présidentielle du 7 septembre prochain, M. Youcef Aouchiche, a affirmé, hier depuis la wilaya de Bouira, son engagement, s'il est élu, à prendre en charge les préoccupations des citoyens à travers des "mesures concrètes" à même de garantir la préservation du pouvoir d'achat. Animant un meeting au chef-lieu de la wilaya, au 18e jour de la campagne électorale de la présidentielle, M. Aouchiche a indiqué que les solutions proposées dans son programme électoral répondaient aux "principales revendications du peuple algérien", qu'il a promis, s'il est élu, de prendre en charge à travers des "mesures immédiates et concrètes". Parmi ces mesures, M. Aouchiche a cité "l'augmentation du salaire minimum à 40.000 DA" et "la révision des allocations destinées aux franges de la société sans revenus", soulignant que la préservation du pouvoir d'achat des citoyens comptait parmi ses "priorités". Il s'est également engagé à opérer des "réformes" dans le secteur de la justice et à conférer de "plus larges prérogatives" à l'institution législative. A cette occasion, le candidat du FFS a appelé les Algériens à "ne pas céder aux discours défaitistes" et à "participer au changement en allant massivement aux urnes le 7 septembre pour choisir leur président pour les cinq prochaines années". **APS**

LA PREMIÈRE FOIS À L'ÉCOLE !

Un moment charnière dans la vie d'un enfant

La première rentrée scolaire est un moment charnière dans la vie d'un enfant. C'est une étape excitante mais aussi pleine de défis, qui demande une préparation minutieuse pour s'assurer que cette transition se déroule en douceur. Pour les parents, il est essentiel de prendre le temps de bien préparer leurs enfants à cette nouvelle aventure, afin de garantir une expérience positive et de poser les bases d'un succès futur, tant sur le plan académique que social.

Commencer à préparer son enfant bien avant le jour de la rentrée est primordial. Cette période de préparation permet à l'enfant de s'adapter progressivement à l'idée de l'école, réduisant ainsi l'anxiété qui peut accompagner ce grand changement. Les parents doivent expliquer clairement à l'enfant ce qu'il va se passer, en utilisant un langage simple et des exemples concrets pour le familiariser avec l'environnement scolaire. Selon les psychopédagogues, la première étape dans cette préparation est la communication. Il est important de discuter avec l'enfant de ce que représente l'école, de ce qu'il y fera au quotidien, et de ce qu'il peut attendre de cette nouvelle expérience. Les parents peuvent raconter comment se déroule une journée type à l'école, en parlant des activités, des jeux, des moments de repas, des enseignants, et des nouveaux amis qu'il pourra se faire. En lui présentant ces éléments de manière positive et attrayante, l'enfant se sentira plus à l'aise et plus confiant à l'idée de commencer l'école. Pour aider l'enfant à mieux comprendre ce qu'est l'école, les parents peuvent avoir recours à des outils pédagogiques tels que des histoires, des livres illustrés, ou des films adaptés à son âge. Ces supports permettent à l'enfant de se projeter dans le contexte scolaire de manière ludique et de visualiser ce qui l'attend. En voyant des personnages qui vivent les mêmes expériences, l'enfant pourra mieux appréhender sa propre rentrée. Le soutien familial est crucial dans cette période de transition. Les parents doivent être à l'écoute des inquiétudes et des questions de leur enfant, en le rassurant et en lui montrant qu'ils sont là pour l'accompagner. Il est important de valoriser les efforts de l'enfant, de le féliciter pour sa curiosité et son enthousiasme à l'idée de commencer l'école. Un climat de confiance et de sécurité est essentiel pour que l'enfant se sente prêt à affronter cette nouvelle étape de sa vie.

L'adaptation à un nouveau rituel

Enfin, il est recommandé d'aider l'enfant à s'habituer progressivement au nouveau rythme scolaire. Quelques semaines avant la rentrée, il peut être utile d'instaurer une routine similaire à celle de l'école, en ajustant les horaires de sommeil, les repas, et les activités quotidiennes. Cela permettra à l'enfant de s'adapter plus facilement aux nouvelles exigences de la vie scolaire. La première rentrée scolaire est un moment clé qui peut influencer de manière durable l'attitude de l'enfant envers l'école et l'apprentissage. En prenant le temps de bien préparer son enfant, les parents contribuent à rendre cette transition plus douce et plus positive. Avec un soutien approprié, une bonne communication, et une adaptation progressive, les enfants peuvent aborder leur première rentrée scolaire avec confiance, enthousiasme, et curiosité, prêts à découvrir le monde fascinant de l'éducation.



Le cartable idéal, importance de la taille et de la qualité

Le choix du cartable est une étape cruciale dans la préparation de la rentrée scolaire pour les jeunes élèves. En plus de remplir une fonction pratique en permettant aux enfants de transporter leurs fournitures scolaires, le cartable doit également être adapté à leur taille et à leur santé. Pour les enfants âgés de 6 à 8 ans, le choix du cartable doit être particulièrement attentif. À cet âge, les enfants sont encore en pleine croissance et leur corps est sensible aux effets des charges lourdes. Un cartable trop grand ou mal adapté peut entraîner des problèmes de posture et des douleurs dorsales. Par conséquent, il est recommandé de choisir un cartable dont la longueur ne dépasse pas 30 cm et la largeur 15 cm. Une taille adaptée assure que le cartable reste proportionnel au dos de l'enfant, réduisant ainsi le risque de stress physique. De plus, un cartable trop volumineux peut encourager les enfants à y entasser des objets inutiles, augmentant le poids qu'ils doivent porter chaque jour. En optant pour une taille plus petite, les parents peuvent aider à limiter la surcharge et favoriser un transport plus confortable. Enfin choisir le cartable idéal pour les enfants ne se limite pas à sélectionner un modèle attrayant. Il s'agit aussi de s'assurer que le cartable est de taille appropriée et de bonne qualité pour préserver la santé et le confort de l'enfant. En prenant en compte ces aspects, les parents peuvent aider à garantir une rentrée scolaire sereine et agréable pour leurs enfants, tout en soutenant leur



bien-être et leur développement. Un cartable bien choisi contribuera à une expérience scolaire positive, tant sur le plan pratique que psychologique.

Inscription précoce à l'école, quand les parents veulent brûler les étapes

Inscrire son enfant à l'école dès l'âge de 5 ans est une décision qui suscite des débats parmi les parents, les éducateurs, et les psychologues. Alors que la norme en Algérie et dans de nombreux autres pays prévoit l'entrée à l'école vers 6 ans, certains parents choisissent de franchir cette étape plus tôt, espérant offrir à leur enfant un départ anticipé dans le monde de l'éducation. Mais est-ce vraiment une bonne idée de brûler les étapes ? Plusieurs raisons poussent les parents à vouloir inscrire leur enfant à l'école dès l'âge de 5 ans. Pour certains, il s'agit d'une volonté de stimuler les capacités intellectuelles de leur enfant, en misant sur son potentiel précoce

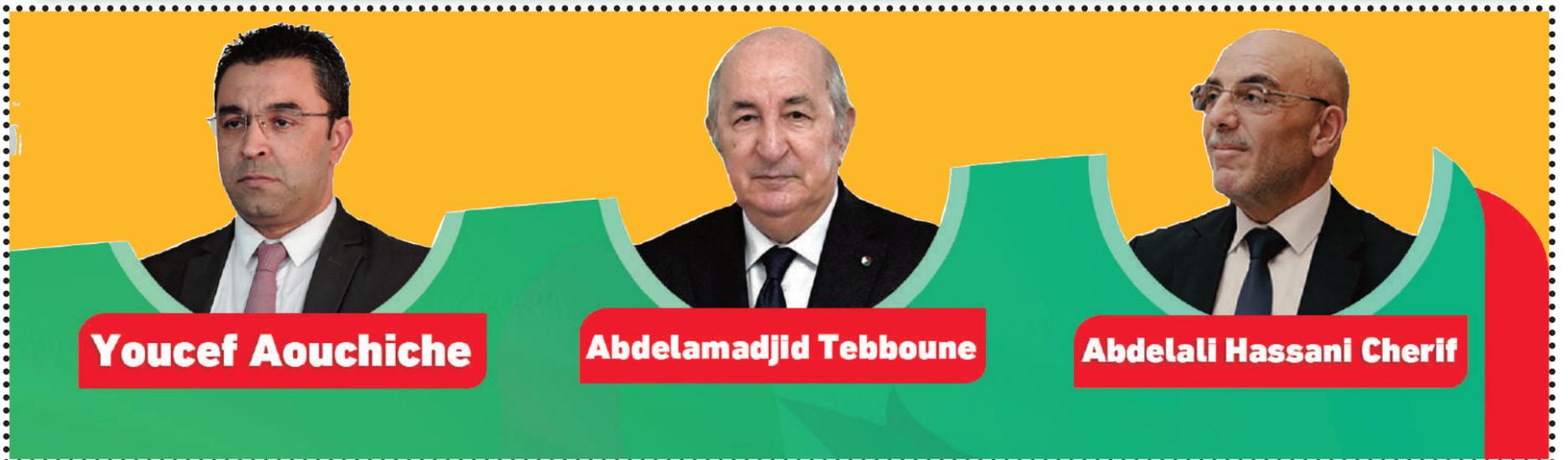
pour l'apprentissage. Ces parents considèrent que leur enfant est prêt à affronter les défis de l'école primaire, même s'il est plus jeune que la majorité de ses futurs camarades de classe. D'autres parents souhaitent tout simplement suivre un modèle éducatif qu'ils ont eux-mêmes connu ou qu'ils ont observé chez d'autres familles. Dans certains cas, des parents peuvent se sentir poussés par un environnement social compétitif, où l'idée d'être en avance sur les autres devient un objectif en soi. Parmi les avantages perçus par ces parents, il y a l'idée que leur enfant bénéficiera d'une longueur d'avance dans son parcours scolaire. En entrant à l'école plus tôt, l'enfant pourrait, selon eux, développer plus rapidement des compétences académiques, sociales, et émotionnelles. Ces parents espèrent ainsi que leur enfant pourra réussir plus vite et mieux dans les années à venir. Certains parents estiment également que l'environnement structuré de l'école permettra à leur enfant de

développer sa discipline, son sens des responsabilités, et son autonomie dès le plus jeune âge. Ils voient l'école comme un lieu où l'enfant pourra s'épanouir et se socialiser en dehors du cadre familial. Cependant, inscrire un enfant à l'école dès l'âge de 5 ans comporte aussi des risques. Sur le plan du développement, tous les enfants ne sont pas nécessairement prêts à intégrer le cadre structuré de l'école à cet âge. Les enfants de 5 ans peuvent encore avoir besoin de temps pour développer leurs compétences sociales et émotionnelles avant d'affronter les exigences académiques. Un autre inconvénient majeur est le risque de pression excessive. En plaçant leur enfant dans un environnement scolaire plus tôt, certains parents peuvent inconsciemment imposer des attentes trop élevées. Cela peut entraîner du stress pour l'enfant, qui pourrait se sentir obligé de se hisser à un niveau supérieur à ce qu'il est capable de faire naturellement à cet âge. De plus, la comparaison avec des enfants plus âgés peut affecter l'estime de soi de l'enfant, surtout s'il éprouve des difficultés à suivre le rythme. À long terme, cette pression peut avoir des répercussions sur la motivation et le bien-être de l'enfant. Enfin, inscrire son enfant à l'école dès l'âge de 5 ans peut sembler être une opportunité pour lui donner une avance dans la vie, mais cette décision doit être prise avec soin. Les parents doivent peser les avantages potentiels contre les risques, et s'assurer que leur enfant est prêt pour ce grand saut. Dans tous les cas, il est important de privilégier le bien-être de l'enfant et de respecter son rythme de développement, afin de lui offrir les meilleures chances de succès et d'épanouissement à long terme. **R.S**

LES ENJEUX CULTURELS AU CŒUR DE LA PRÉSIDENTIELLE DU 7 SEPTEMBRE

Trois visions distinctes mais complémentaires

À l'approche de l'élection présidentielle anticipée du 7 septembre, le secteur de la culture et des arts s'impose comme un enjeu clé dans les programmes des candidats. Face à des électeurs de plus en plus soucieux de préserver et de promouvoir l'identité culturelle algérienne, les trois principaux candidats, Youssef Aouchiche, Abdelmadjid Tebboune, et Abdelali Hassani Cherif, ont chacun présenté des visions distinctes mais complémentaires pour ce domaine.


Youssef Aouchiche
Abdelmadjid Tebboune
Abdelali Hassani Cherif

Ces programmes témoignent de l'importance croissante accordée à la culture dans le développement national et la projection internationale de l'Algérie. Pour Youssef Aouchiche, candidat du Parti du Front des Forces Socialistes (FFS), se distingue par son engagement fort envers la restitution du patrimoine culturel et historique spolié par la colonisation française. Son programme, intitulé « La Vision », place la récupération de ces biens culturels au centre de ses priorités. Selon lui, « la restitution de ces trésors nationaux est une priorité pour restaurer notre patrimoine et notre identité culturelle ». Cette initiative vise à renforcer le sentiment d'appartenance nationale en redonnant aux Algériens une partie essentielle de leur histoire. En parallèle, Aouchiche propose une approche équilibrée de la culture, alliant ouverture sur le monde et préservation des traditions. Il promet de renforcer le secteur culturel en créant une agence nationale dédiée à la protection et à la valorisation du patrimoine historique algérien. Cette agence aurait pour mission de restaurer les monuments historiques, de préserver l'héritage culturel du pays, et d'organiser des événements pour sensibiliser la population à l'importance de ce patrimoine. Pour Abdelmadjid Tebboune, candidat indépendant en quête d'un second mandat, axe une grande partie de son programme culturel sur le développement de l'industrie cinématographique. Sous le slogan « Pour une Algérie victorieuse », Tebboune propose de soutenir les artistes en leur accordant des prêts bancaires assortis de conditions favorables,

afin de les aider à concrétiser leurs projets. Il envisage également d'intensifier les efforts pour protéger le patrimoine national, qu'il soit matériel ou immatériel, et de le promouvoir sur la scène internationale grâce à des mécanismes efficaces de rayonnement culturel. Dans une optique de modernisation et de professionnalisation, Tebboune promet d'intégrer les start-ups dans l'industrie cinématographique et de renforcer les formations techniques et artistiques. Il souhaite créer une école supérieure spécialisée dans les métiers techniques du cinéma, afin de doter l'Algérie d'une industrie cinématographique compétitive et innovante. Pour Abdelali Hassani Cherif, candidat du Mouvement de la Société pour la Paix (MSP), adopte une approche culturelle centrée sur l'éducation, la créativité, et l'identité nationale. Son programme,

intitulé « Chance », vise à établir un système culturel qui promeut l'ouverture au monde tout en renforçant les valeurs traditionnelles algériennes. Pour Hassani Cherif, il est crucial de soutenir la créativité littéraire, d'encourager la production artistique, et de valoriser le rôle des chercheurs et des élites intellectuelles dans la société. L'un des aspects majeurs de son programme est la promotion du théâtre, avec une attention particulière portée au théâtre scolaire et municipal. Il considère ces espaces comme essentiels pour l'éducation artistique des jeunes et pour le développement d'une scène culturelle locale dynamique. Par ailleurs, il prévoit de soutenir les institutions et associations culturelles en leur accordant des aides pour renforcer leur rôle dans la promotion de la culture algérienne. Enfin, on peut dire que les proposi-

tions de Youssef Aouchiche, Abdelmadjid Tebboune, et Abdelali Hassani Cherif montrent que la culture est un enjeu majeur dans cette élection présidentielle. Chacun des candidats offre une vision unique pour le développement culturel de l'Algérie, allant de la restitution du patrimoine à la modernisation de l'industrie cinématographique, en passant par l'éducation culturelle et la valorisation de l'identité nationale. Ces programmes soulignent l'importance de la culture non seulement comme vecteur de cohésion nationale, mais aussi comme un levier de développement économique et de rayonnement international. À mesure que l'élection approche, les électeurs auront à cœur de choisir le candidat dont la vision culturelle résonne le plus avec leurs aspirations pour l'avenir de l'Algérie.

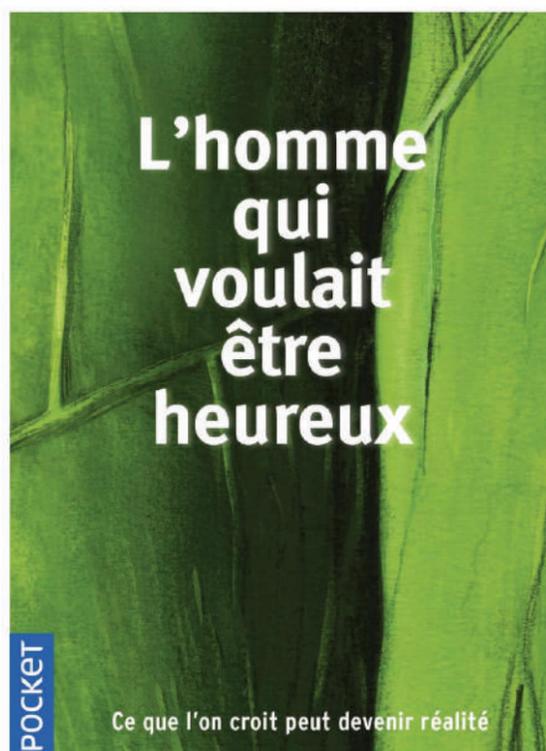
R.C

A LIRE, "L'HOMME QUI VOULAIT ÊTRE HEUREUX" DE LAURENT GOUNELLE

Le bonheur est à la portée de tous

Dans un monde où la quête du bonheur semble être devenue une obsession, le livre "L'homme qui voulait être heureux" de Laurent Gounelle s'impose comme une lecture incontournable pour ceux qui cherchent à comprendre le sens profond du bonheur. Publié en 2008, ce roman se distingue par son approche philosophique et psychologique, offrant au lecteur une réflexion sur la vie, le bonheur, et les choix qui façonnent notre existence. Le roman raconte l'histoire de Julien, un professeur des écoles en vacances à Bali. Un jour, il décide de consulter un guérisseur local, persuadé qu'il ne souffre d'aucune maladie. À sa grande surprise, ce dernier lui annonce qu'il n'est pas heureux. Cette révélation bouleverse Julien, qui se croyait satisfait de sa vie. S'ensuit alors une série de rencontres entre Julien et le guérisseur, au cours desquelles ce dernier l'amène à se poser des questions fondamentales sur sa vie. À travers ses séances avec le guérisseur, Julien découvre que le bonheur ne réside pas dans les circonstances extérieures, mais dans la manière dont on perçoit la vie. Le guérisseur lui fait prendre conscience de l'importance des croyances limitantes, ces pensées automatiques qui freinent notre épanouissement. À mesure que Julien remet en question ces croyances, il se libère des chaînes invisibles qui le maintenaient dans une forme d'insatisfaction. Le livre aborde également la notion de responsabilité personnelle. Selon le guérisseur, nous sommes les créateurs de notre propre bonheur. Cette idée pousse Julien à réfléchir sur les choix qu'il a faits et sur ceux qu'il continue de faire par conformisme ou par peur du changement. L'un des aspects les plus intéressants de ce roman est sa capacité à faire écho aux préoccupations du lecteur. Chacun peut se reconnaître dans les doutes et les questionnements de Julien. Gounelle réussit à transformer ce qui pourrait être une simple histoire de développement personnel en une véritable exploration des pensées humaines. Le style simple et direct de l'auteur rend la philosophie accessible, sans jamais tomber dans la simplification excessive. "L'homme qui voulait être heureux" n'est pas un livre de recettes pour atteindre le bonheur, mais plutôt une invitation à une introspection profonde. En suivant le parcours de Julien, le lecteur est encouragé à réfléchir à ses propres croyances et à la manière dont elles influencent sa vie. Ce roman rappelle que le bonheur n'est pas un état permanent, mais un chemin à tracer chaque jour, avec conscience et bienveillance envers soi-même. Laurent Gounelle, à travers ce livre, nous montre que le bonheur est à la portée de tous, pour peu que l'on soit prêt à faire le voyage

Laurent
Gounelle



intérieur nécessaire pour l'atteindre. Une lecture qui, sans nul doute, continuera d'inspirer et de transformer la vie de ceux qui en tourneront les pages.

R.C

Intelligence Artificielle

Une escroquerie utilise l'image d'Alain Delon



Une escroquerie utilisant l'image de l'acteur Alain Delon, récemment décédé, pour attirer les internautes vers un casino en ligne, a été visionnée plus de 2 millions de fois sur les réseaux sociaux. Dévoilée sur X par un compte qui lutte contre les arnaques en ligne, cette vidéo usurpe l'identité du comédien décédé il y a dix jours, en utilisant sa voix et son image. "Si vous regardez cette vidéo, c'est que je suis déjà mort. Je vous donnerai 100.000 euros si vous ne pouvez pas gagner dans mon casino en ligne", dit une imitation de l'acteur dans cette vidéo. Cette fausse publicité a depuis été désactivée, mais des vidéos alternatives avec l'acteur et redirigeant vers le casino subsistent. Les "deepfakes", ces contenus truqués en utilisant l'intelligence artificielle (IA), alimentent une vague de désinformation qui touchent de nombreuses personnalités comme la star de la chanson Taylor Swift et suscitent l'inquiétude avant des échéances électorales comme la présidentielle américaine. Fin juillet, le patron de X (anciennement Twitter), Elon Musk, avait fait face à une pluie de critiques après avoir partagé un "deepfake" à ses 192 millions d'abonnés. Elle montrait Kamala Harris et une voix imitant celle de la candidate démocrate qualifiant le président Joe Biden de sénile et l'accusant "ne pas du tout savoir gérer le pays".

PERSPECTIVES DU MARCHÉ DES MATIÈRES PREMIÈRES EN 2024

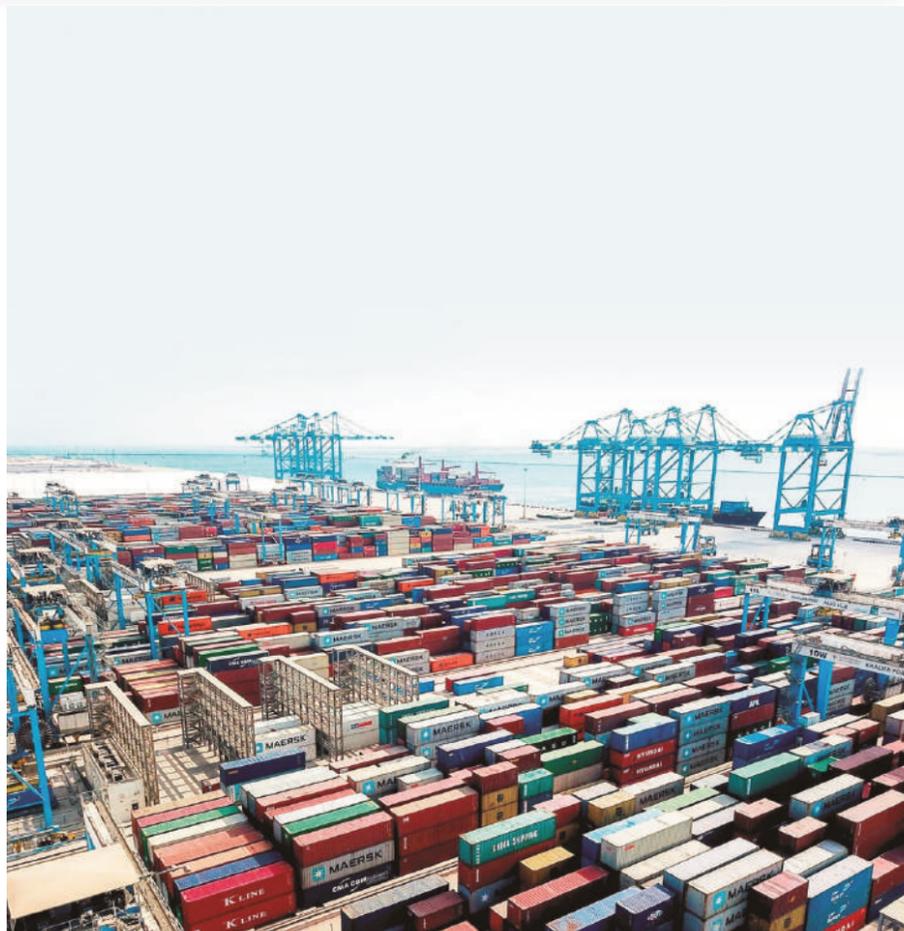
Entre volatilité et opportunités

En 2024, les marchés des matières premières sont au cœur des préoccupations des traders et des investisseurs, en raison de la volatilité accrue des cours et des opportunités qu'elle génère. La conjoncture actuelle, marquée par une instabilité économique et géopolitique, offre un terrain fertile pour les mouvements de prix significatifs, tant à la hausse qu'à la baisse.

Au début du mois d'août 2024, le secteur des matières premières a continué à ressentir les effets de l'instabilité des marchés financiers mondiaux. Les prix ont majoritairement suivi une trajectoire descendante, touchant une vaste gamme de produits, des métaux industriels aux denrées agricoles, en passant par les ressources énergétiques. Cette tendance baissière est le reflet d'un ensemble de facteurs économiques, dont le ralentissement de la demande mondiale et les ajustements monétaires attendus. Cependant, malgré cette tendance générale, le marché reste particulièrement sensible aux fluctuations géopolitiques. La situation tendue au Moyen-Orient, par exemple, pourrait rapidement inverser la tendance pour certains produits, notamment le pétrole et le gaz naturel. Une escalade du conflit dans cette région, essentielle pour l'approvisionnement énergétique mondial, pourrait entraîner une hausse significative des prix de ces ressources, contrebalançant les baisses observées jusqu'à présent.

Les facteurs de pression haussière

Même si une détente monétaire est attendue par les marchés, deux éléments pourraient maintenir une pression haussière sur les prix des matières premières. Tout d'abord, la demande issue de secteurs émergents ou non traditionnels continue de soutenir certains marchés. Ces secteurs, en pleine expansion, nécessitent des volumes importants de matières premières, contribuant ainsi à maintenir une certaine robustesse dans les prix. Ensuite, les tensions géopolitiques persistent, en particulier dans les régions productrices de ressources stratégiques, continuant d'exercer une influence notable sur les marchés. Les incertitudes politiques et les risques de perturbation de l'approvisionnement peuvent provoquer des pics de volatilité, offrant des opportunités mais aussi des risques pour les investisseurs. Les données récentes soulignent cependant une baisse à court terme des prix, illustrée par la chute de l'indice des prix des matières premières non rurales de la NAB, qui a enregistré une diminution d'environ 7,0 % au deuxième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent. Cette baisse reflète les défis économiques actuels, mais elle met également en lumière la complexité croissante du marché. Dans ce contexte, les investisseurs doivent naviguer entre des forces opposées : d'une part, les anticipations monétaires et les tendances baissières à court terme ; d'autre part, les nouvelles sources de demande et les tensions géopolitiques, qui pourraient bouleverser l'équilibre des prix. En 2024, le marché des matières premières reste une zone d'investissement à haut risque mais aussi à fort potentiel. Les traders et investisseurs doivent rester vigilants, en prenant en compte à la fois les tendances économiques mondiales



et les facteurs géopolitiques régionaux. La volatilité, bien que source de risques, offre également des opportunités uniques pour ceux qui sauront anticiper les mouvements du marché avec précision.

Un marché sous l'influence de la géopolitique

Le rapport de la Banque Mondiale sur les prix des matières premières pour juillet 2024 met en lumière la complexité et la volatilité des marchés globaux. Le secteur énergétique se distingue par une augmentation globale de 2,1 %, en grande partie attribuée à la hausse de 2,5 % du prix du pétrole brut. Cette augmentation pourrait être liée à des tensions géopolitiques, des perturbations dans l'approvisionnement, ou une demande accrue à l'échelle mondiale. En revanche, les matières premières hors énergie ont connu une baisse générale de 2,3 %, ce qui pourrait refléter des fluctuations dans la demande mondiale, des ajustements saisonniers, ou des innovations technologiques réduisant la dépendance à certaines matières premières. Les denrées alimentaires, par exemple, ont enregistré une baisse de 1,1 %, peut-être en

raison de bonnes récoltes ou d'une réduction des coûts de production. Les matières premières en général ont chuté de 0,6 %, tandis que les boissons ont connu une baisse plus marquée de 5,6 %, suggérant une diminution de la demande ou une offre excédentaire. Le secteur des métaux a particulièrement souffert, avec une baisse globale de 3,4 %. Le nickel, l'aluminium, et le cuivre ont respectivement reculé de 6,6 %, 5,9 %, et 2 %, des chiffres qui pourraient être liés à une baisse de la demande industrielle, à des incertitudes économiques, ou à des ajustements dans les chaînes d'approvisionnement. Malgré ces baisses, certains secteurs ont enregistré des hausses notables. Les engrais ont augmenté de 1,8 %, ce qui pourrait indiquer une demande soutenue dans le secteur agricole. De plus, les métaux précieux ont progressé de 2,7 %, probablement en raison de leur rôle traditionnel de valeur refuge en période d'incertitude économique. Ces fluctuations montrent à quel point le marché des matières premières est influencé par une multitude de facteurs économiques et géopolitiques, rendant la prévision et la gestion de ces marchés particulièrement complexes.

R.E

Koweït Baisse de l'excédent commercial en 2024

L'excédent commercial du Koweït a atteint 4,71 milliards de KWD (15,45 milliards de dollars) durant les quatre premiers mois de 2024, en baisse par rapport aux 4,87 milliards KWD (15,98 milliards de dollars) enregistrés au cours de la même période de 2023, selon les données de l'Administration centrale des statistiques (organe officiel). Cette baisse de 3,28 % est attribuée principalement à une diminution des exportations qui ont reculé de 3,88 % à 8,42 milliards de dinars contre 8,76 milliards au début de 2023. Quant aux importations, elles se sont élevées à 3,71 milliards de dinars, soit une baisse de 4,38 % par rapport à 3,88 milliards de dinars un an plus tôt. Les échanges commerciaux pour la période considérée ont atteint 12,13 milliards de dinars, soit une baisse de 4,03 % par rapport aux 12,64 milliards de dinars des quatre premiers mois de 2023.

L'euro face au dollars Une belle remontada



La monnaie de la zone euro évolue désormais en hausse face au billet vert depuis le 1er janvier, portée par les anticipations de baisses de taux de la part de la Réserve fédérale américaine. Bank of America estime que l'euro peut arriver à 1,12 dollar d'ici à la fin de l'année. L'euro a signé une belle remontada face au dollar, en l'espace de quelques semaines. Sur la première partie de 2024, la devise de la zone euro a souffert contre le billet vert, minée par un ralentissement de l'économie dans l'union monétaire et par une politique monétaire plus souple de la part de la Banque centrale européenne (BCE). L'institution de la zone euro a commencé à baisser dès juin ses taux directeurs, alors que la Réserve fédérale américaine (Fed) n'a pas encore entamé de son côté son cycle de réduction des taux. Rappelons que des taux d'intérêt plus bas dans une région attirent théoriquement moins de capitaux, ce qui pèse sur la demande de la monnaie locale de cette même région.

TURQUIE

Le tourisme victime de l'inflation galopante

Les destinations de vacances populaires de Turquie, notamment les stations balnéaires de Çeşme, Bodrum et Antalya, connaissent une baisse significative de l'activité touristique cet été en raison de la hausse des prix. Les touristes locaux et étrangers recherchent des alternatives plus abordables. Il est évident que l'inflation est une des causes qui peut effrayer le touriste turc ou étranger. Mais il est possible que d'autres paramètres doivent compromettre le bon fonctionnement du tourisme en Turquie. La principale cause de cette baisse est l'inflation, qui a considérablement augmenté le coût de l'hébergement et de la restauration. L'inflation annuelle s'est élevée à 75,45 % en mai, soit le niveau le plus élevé depuis

novembre 2022. En juin, elle est tombée à 71,6 %. Kivanç Meriç, président de la branche d'Izmir de l'Association des agences de voyages turques (TURSAB), a souligné que l'avantage concurrentiel de la Turquie a toujours été son caractère abordable, mais a déclaré que les conditions économiques récentes ont érodé cet avantage. « Le principal atout de la Turquie pour sa croissance est son avantage en termes de prix », a déclaré Kivanç Meriç. « Nous avons perdu cet avantage au cours des deux dernières années, ce qui nous a fait perdre 30 à 35 % de notre avance sur nos concurrents. En conséquence, nous perdons des parts de marché face à des pays comme l'Égypte, la Tunisie, le Maroc et même la Grèce. »



Tiaret Lancement des travaux de réalisation d'un complexe sportif



Les travaux de réalisation d'un complexe sportif de proximité ont été lancés, récemment, dans la localité de "Si El-Haoues", commune de Sebaïne (Tiaret), a-t-on appris du directeur local de la Jeunesse et des Sports (DJS), Omar Sellani.

Le DJS de Tiaret a précisé que cette infrastructure, implantée au milieu de deux établissements scolaires, constituera un espace approprié pour les élèves des écoles primaires et des collégiens, ainsi que pour les adhérents des associations de cette localité pour la pratique de leurs disciplines sportives préférées.

Le futur complexe sportif, devant être érigé sur deux niveaux et qui comprendra deux salles, une spécialisée et une autre polyvalente, en sus d'un terrain de proximité, "sera opérationnel dans un délai de 5 mois", a-t-on fait savoir de même source.

L'enveloppe budgétaire mobilisée dans le cadre du programme sectoriel pour la concrétisation de ce complexe, auquel il est prévu d'y adjoindre une piscine, est estimée à 71,4 millions de dinars, signale-t-on. Par ailleurs, M. Sellani a fait état du lancement de travaux pour la réfection et la réhabilitation de plusieurs infrastructures réparties à travers plusieurs communes de la wilaya, en vue de permettre leur exploitation de nouveau par les enfants et les jeunes de la région, et ce, dans le but d'encourager les jeunes talents émules des deux champions olympiques, enfants de la wilaya, Imane Khelif et Djamel Sedjati.

ATTRACTIVITÉ TOURISTIQUE ET QUALITÉ DE VIE À GUELMA

564,2 millions de dinars pour sept nouveaux projets

La commune de Hammam Debagh, dans la wilaya de Guelma, lance sept nouveaux projets de développement d'un montant global de 564,2 millions de dinars. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre du Programme Communal de Développement (PCD) 2024, pour lequel une enveloppe de plus de 800 millions de dinars a été allouée à la municipalité.



Le secrétaire général de l'Assemblée Populaire Communale (APC), Amar Boucherit, a déclaré : « Nous avons déjà lancé sept projets dans divers quartiers et mechtas. Ces opérations comprennent le renforcement de l'éclairage public dans plusieurs zones, des aménagements urbains, la réalisation d'un jardin public, la mise en place du réseau d'assainissement, l'amélioration de la distribution d'eau potable et la réhabilitation du stade ».

Boucherit a souligné que ces projets ont été choisis après consultation des citoyens lors de rencontres avec les élus locaux. Il a également annoncé qu'un huitième projet est actuellement en cours de validation par le contrôleur financier de la wilaya et sera lancé dès son approbation. Située à une vingtaine de kilomètres de Guelma, Hammam Debagh, chef-lieu de daïra, s'impose comme une destination touristique majeure dans la région. Réputée pour ses stations thermales, ses hôtels étoilés des secteurs public et

privé, sa célèbre cascade et ses vendeurs de grillades et brochettes, la ville accueille chaque année des milliers de visiteurs venus de divers horizons. Au-delà de son attrait touristique, la municipalité poursuit activement son développement local. Elle s'efforce d'améliorer le cadre de vie de ses habitants, en assurant l'alimentation en eau potable, gaz naturel et électricité dans tous les foyers, y compris dans les zones reculées, conciliant ainsi développement touristique et qualité de vie des résidents.

Bouira Un décès et 2 Blessés dans un accident de la route



Un mort et 2 autres ont été blessés dans un accident de la route survenu dimanche sur la route nationale (RN) 8 à Dirah, au sud de la wilaya de Bouira, d'après les informations fournies par les services de la Protection civile.

L'accident s'est produit vers 08h20 au lieu-dit Erha El Toumi, sur la RN8. Le Sous-lieutenant Youcef Abdat, un officier de la Protection civile, a confirmé que le bilan de l'accident fait état d'un mort et de deux blessés. Le corps de la victime a été transporté à la morgue de l'hôpital de Sour El Ghoulzlane, où les deux personnes blessées ont également été évacuées pour recevoir les soins médicaux nécessaires. Les services de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête afin d'élucider les circonstances exactes de cet accident tragique.

TISSEMSILT

Projet de réalisation de 10 réservoirs d'eau en milieu forestier



Des travaux ciblant la réalisation de 10 réservoirs d'eau en milieu forestier sont, actuellement, en cours dans la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris auprès de la direction locale des Ressources en eau, initiatrice de cette opération.

Le chef du service Alimentation en eau potable (AEP), Ahmed Mettane, à la même direction, a indiqué, qu'une enveloppe budgétaire estimée à 50 millions de dinars, a été allouée à cette opération, dans le cadre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL), précisant que les réservoirs dont le taux d'avancement des travaux est évalué à 50%, sont dotés d'une capacité de stockage de 50 mètres cubes chacun. Le même responsable a, d'autre part, fait savoir que ces réservoirs sont implantés au niveau des zones sylvo-coles de plusieurs communes, à l'instar de celles de Theniet El-Had, Sidi Boutouchent, Sidi Lantri, Bordj-Bounâma, Boucaïd, Larbâa et Me-laab, et ce, "afin de mettre à la disposition des équipes de lutte contre les feux de forêts des points d'eau et d'assurer la célérité de leur intervention contre d'éventuels départs de feu".

M. Mettane a, d'autre part, fait observer que la direction des Ressources en eau s'apprête, actuellement, à lancer en coordination avec la Conservation des forêts, des opérations similaires à travers d'autres communes de la wilaya, connue pour la densité de son couvert végétal.

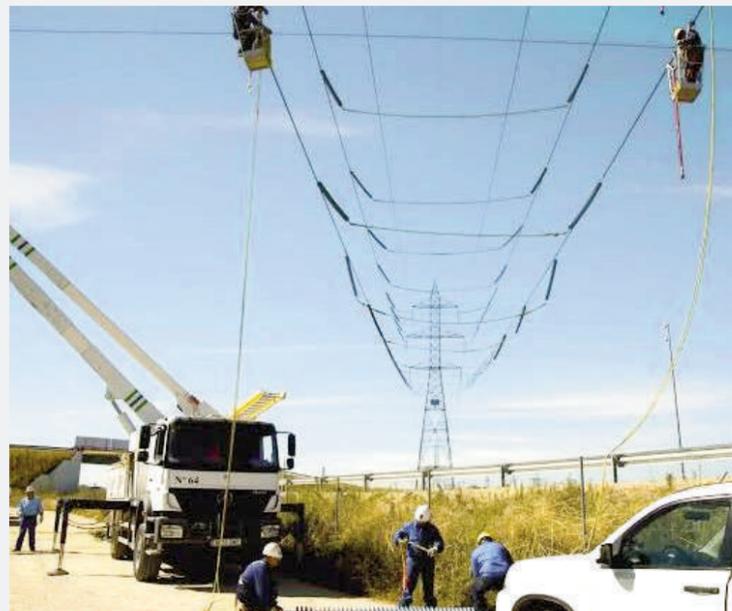
EL BAYADH

Plus de 2.300 exploitations agricoles raccordées au réseau d'électricité

Le nombre d'exploitations agricoles raccordées au réseau d'électricité a atteint, à ce jour, dans la wilaya d'El-Bayadh, plus de 2.300 exploitations, a indiqué un communiqué de la direction locale de la Société de l'électricité et du gaz.

La même source a précisé que la direction de la Société a précisé que, "dans le cadre de la mise en œuvre du programme du Président de la République relatif au raccordement des entités agricoles au réseau d'électricité, elle a procédé à la connexion à son réseau de 2.313 exploitations agricoles réparties à travers l'ensemble du territoire de la wilaya pour une enveloppe budgétaire estimée à plus de 9 milliards de dinars". La longueur totale du réseau électrique de moyenne tension (MT) installé, est estimée à 2.676 kilomètres, a fait savoir la même source, ajoutant que l'opération a donné lieu également à l'installation et à la mise en service de 521 transformateurs électriques.

Par ailleurs, dans le cadre des initiatives visant à accompagner les agriculteurs de la région, des travaux ciblant le raccordement au réseau d'électricité de basse tension de 567 autres exploitations agricoles, sont actuellement en cours sur une distance globale de 2.300 kilomètres, en plus de la réalisation de 470 nouveaux transformateurs



d'électricité pour une dotation financière de plus de 8 milliards de dinars, signale-t-on. Ces opérations s'ajoutent à 5 autres actions, en voie de lancement, devant permettre le raccordement de 64 autres exploitations au même réseau, dont la concrétisation a nécessité la mobilisation par les pouvoirs publics d'une allocation budgétaire cumulée évaluée à plus de 17 milliards de

Dans la même optique, la direction de cette collectivité locale des Hauts-plateaux de l'Ouest a affiché sa disponibilité pour étudier et concrétiser le nouveau quota supplémentaire dont a bénéficié la wilaya, relatif au raccordement à cette source d'énergie de 1.695 autres exploitations agricole, a-t-on fait savoir de même source.

TUNISIE

Mondher Zenaïdi réintégré dans la course présidentielle

Le tribunal administratif de Tunisie a accepté jeudi dernier le recours en appel du candidat à l'élection présidentielle Mondher Zenaïdi, lui permettant de se présenter lors du scrutin qui doit avoir lieu le 6 octobre.

Il est considéré comme un rival sérieux pour le président Kais Saïed. Mondher Zenaïdi, un ex-ministre du régime Ben Ali, a été réadmis dans la course à la présidentielle du 6 octobre, a annoncé jeudi 29 août le tribunal administratif en Tunisie. Mardi, cette même instance avait annoncé la remise en selle d'un autre candidat, disqualifié dans un premier temps, Abdellatif Mekki, un ex-dirigeant du mouvement islamo-conservateur Ennahda, en acceptant son recours en appel. Le tribunal "a décidé d'accepter sur la forme et le fond le recours (en appel) déposé par Mondher Zenaïdi et d'annuler la décision (initiale) de l'(autorité électorale) Isie", a indiqué jeudi à l'AFP son porte-parole, Faycel Bouguerra. Cette décision doit encore être confirmée par l'Isie, qui prévoit de communiquer la liste définitive des candidatures la semaine prochaine. "Le conseil de l'Isie se réunira pour examiner les décisions" du tribunal et "prendra une décision sur la liste finale, en tenant compte des jugements rendus concernant des falsifications de parrainages", a déclaré jeudi le chef de l'Isie, Farouk Bouaskeur, sans donner de détails. Selon les experts, Mondher Zenaïdi, 73 ans et qui se trouve actuellement à l'étranger, est considéré comme un candidat sérieux pour ses compé-



tences d'ancien ministre sous le régime de Zine el-Abidine Ben Ali et parce qu'il pourrait obtenir les voix des principaux partis d'opposition

dont Ennahda, ennemi juré de Kais Saïed. Le 10 août, l'Isie avait annoncé n'avoir retenu que trois candida-

tures, dont celle du président Kais Saïed, élu démocratiquement en 2019 avant de s'octroyer les pleins pouvoirs à l'été 2021, et depuis ac-

cusé de dérive autoritaire. Les deux autres candidats en lice étaient Zouhair Maghzaoui, un ex-député de la gauche panarabiste, et un industriel quadragénaire, Ayachi Zammel. Au total, 14 autres postulants avaient été recalés pour nombre insuffisant de parrainages, manque de garanties financières ou non-respect des critères de nationalité. Le porte-parole du tribunal a en revanche annoncé jeudi le rejet du recours en appel de la dirigeante du Parti destourien libre, Abir Moussi, une opposante farouche à Kais Saïed, qui se revendique de l'héritage des autocrates Habib Bourguiba et Ben Ali. Elle est emprisonnée depuis octobre pour diverses accusations dont celle de "complot contre la sûreté de l'État". Plusieurs ONG tunisiennes et étrangères ont critiqué le processus de sélection des candidats. Le 20 août, Human Rights Watch estimait qu'"au moins huit candidats potentiels (avaient) été poursuivis en justice, condamnés ou emprisonnés" et, de facto, "empêchés de se présenter". D'autres prétendants au poste comme l'amiral Kamel Akrouf, un ancien conseiller présidentiel, ou le militant politique Safi Saïd, se sont plaints d'avoir été entravés sur le plan administratif pour obtenir divers documents (formulaire de parrainage, casier judiciaire, etc..).

MAROC

Des milliers de personnes manifestent contre la normalisation

Alors que les Autorités marocaines continuent de défendre leurs relations avec l'entité sioniste malgré la poursuite des génocides contre les civils à Gaza, suscitant une large frustration de l'opinion publique internationale, les manifestations exigeant la fin de la normalisation se multiplient dans tout le royaume, avec plus de 100 rassemblements de colère dans 58 villes marocaines organisées vendredi 31 août. Dans la capitale Rabat, ainsi que dans les grandes villes comme Tanger, Casablanca, Agadir, Fès, Ouarzazate, Meknès, Tétouan, Oujda, Salé, Marrakech, Nador, des foules ont défilé dans les centres-villes, les places publiques et les rues à travers le Maroc, scandant des slogans dénonçant les massacres génocidaires en cours contre la population de Gaza, et fustigeant le silence et la complicité officiels de certains régimes arabes dont le Maroc. Brandissant des pancartes et slogans condamnant les massacres sauvages commis par l'entité sioniste et réclamant un cessez-le-feu à Gaza, les manifestants ont affiché leur soutien continu à la résistance palestinienne et réitéré leur



engagement à se mobiliser jusqu'à faire tomber les accords de normalisation. Les organisateurs de ce rassemblement, dont

l'Instance marocaine de soutien aux causes de la Oumma, ont expliqué que le mouvement de mobilisation anti-normalisation se

renforce et se poursuit pour faire savoir que « le peuple marocain s'oppose à toute forme de normalisation honteuse du Makhzen avec l'entité criminelle sioniste ». Cette mobilisation de rue, qui boucle son 47ème vendredi consécutif, intervient également, selon la même organisation non-gouvernementale, pour exprimer le rejet du silence et de la complicité de certains régimes arabes face aux massacres à Gaza, ainsi que le soutien américain à l'entité criminelle qui, dans sa guerre en cours, a violé toutes les normes et pactes internationaux. Des porte-paroles du mouvement se sont adressés à la foule, qui a brandi les drapeaux et keffieh palestiniens, ainsi que des portraits de leaders de la résistance palestinienne assassinés par l'entité sioniste, pour décrier « les agissements criminels poursuivis par certains gouvernements arabes, le Maroc en tête » et insister que « notre devoir en tant que musulmans est de soutenir nos frères en Palestine ». Les manifestants ont récité la Fatiha à la mémoire des martyrs en Palestine, priant Dieu de guérir les blessés et protéger la résistance palestinienne.

MAURITANIE

Réunion sur la transformation numérique du secteur des transports

Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, visant à renforcer l'esprit d'équipe au sein du Gouvernement, une réunion tripartite de haut niveau s'est tenue au siège du ministère. Elle a réuni le Ministre de la Transformation Numérique et de la Modernisation de l'administration, Monsieur Ahmed Salem Bede Etvagha, le Ministre de l'Équipement et des Transports, Monsieur Ely Ould El Veirik et l'Administrateur Directeur Général de l'Agence nationale du registre des populations et des titres sécurisés, Monsieur Sidi Ali Boba Nafée. Au cours de cette réunion tripartite, les discussions ont porté sur la modernisation du secteur des transports, en particulier la simplification, grâce à l'utilisation de l'identité numérique, des procédures d'obtention de la carte grise des véhicules et du permis de conduire. Cette initiative vise à faciliter et à accélérer l'accès des citoyens aux documents du secteur des transports, conformément aux missions du MTNIMA. Des missions qui consistent à fournir des services publics plus efficaces et transparents. Le ministère de la Transformation Numérique et de la Modernisation de l'Administration compte lancer une plateforme numérique qui inclut l'ensemble des services publics simplifiés et numérisés. Cette plateforme servira de point d'accès unifié des citoyens et résidents aux services publics simplifiés et digitalisés. La réunion s'est déroulée en présence du Secrétaire Général du Ministère, M. Khaled Abidine Sidi, ainsi que de plusieurs hauts responsables des trois structures publiques.



GHAZA

L'entité sioniste achète des annonces sur Google pour discréditer l'UNRWA

Le commissaire de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), Philippe Lazzarini, a accusé le gouvernement sioniste de Netanyahu d'acheter des annonces sur la plateforme Google « pour discréditer l'agence et décourager les donateurs de faire des dons ».

« Dans le cadre de sa campagne visant à saper et à discréditer l'UNRWA, le gouvernement [sioniste] a acheté des publicités sur Google pour empêcher les utilisateurs de faire des dons à l'agence et pour la discréditer », a écrit Lazzarini sur son compte « X ».

Il a ajouté que « non seulement cela nuit à la réputation de l'agence, mais, plus important encore, cela met en danger la vie de nos employés ». Le commissaire de l'UNRWA a exigé que « les efforts délibérés visant à propager la désinformation soient stoppés et fassent l'objet d'une enquête ».

Il a souligné que « la diffusion d'informations trompeuses et fausses est toujours utilisée comme une arme dans la guerre contre Ghaza », expliquant que « les entreprises, y compris les plateformes de médias sociaux, continuent de réaliser des profits en diffusant de la désinformation ». Il a souligné « la nécessité de davantage de réglementations pour lutter contre la désinformation et les discours de haine » sur ces plateformes, notant que « l'UNRWA est la plus grande organisation humanitaire répondant à la crise ».

L'UNRWA a été la cible d'attaques sionistes et de fausses



informations sur fond d'allégations infondées contre 12 employés travaillant pour l'agence, ce qui a incité 18 pays et

l'Union européenne à suspendre leur financement, mais certains de ces pays sont revenus sur leurs décisions et ont libéré

le financement de l'agence après que les enquêtes de l'ONU ont prouvé que ces allégations n'étaient pas vraies.

TÉHÉRAN

«La résistance palestinienne ne sera jamais éliminée»

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Nasser Kanani, a récemment déclaré que le rêve des sionistes d'éliminer la résistance palestinienne « ne sera jamais réalisé ». Il a affirmé que le peuple palestinien finira par triompher face à l'agression sioniste, qui dure depuis plus de 10 mois dans la bande de Ghaza. Dans une déclaration faite aux médias, reprise par l'agence de presse Irna, Kanani a souligné : « La fin de cette entreprise criminelle marquera le début de la victoire du peuple palestinien, ainsi que la défaite et l'effondrement total du régime sioniste. » Il a également ajouté que, malgré le soutien illimité dont bénéficie l'entité sioniste, celle-ci ne parviendra pas à créer une dissuasion ni à mettre fin à la résistance en Palestine. Au contraire, les massacres perpétrés contre le peuple palestinien au cours des 11 derniers mois ont semé les graines de nombreuses tempêtes dans les territoires palestiniens.



Palestine
Plusieurs colons sionistes prennent d'assaut la mosquée Al-Aqsa



Plusieurs colons sionistes ont pris d'assaut l'esplanade de la mosquée Al-Aqsa, dans la ville occupée d'El-Qods, sous la protection de la police d'occupation sioniste, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa.

Les colons se sont introduits par groupes successifs dans l'enceinte de la mosquée, ont mené des marches provocatrices et effectué des rituels talmudiques dans ses cours, précise Wafa. Par ailleurs, les forces d'occupation ont renforcé leurs mesures militaires dans la vieille ville d'El-Qods, déployé plusieurs de leurs membres aux portes d'Al-Aqsa et imposé des restrictions à l'entrée des fidèles Palestiniens, ajoute la même source.

Troisième lieu saint de l'Islam, la mosquée d'Al-Aqsa subit des actes de profanation au quotidien par les colons et agents de la police sionistes. Ces actes visent à judaïser la ville d'El-Qods, imposer une nouvelle réalité et changer l'identité culturelle de la ville sainte.

Niger
L'armée allemande achève son retrait



L'armée allemande a achevé, vendredi dernier, son retrait du Niger, ont annoncé des responsables militaires nigériens et allemands.

« Le ministère de la Défense de la République du Niger et le ministère de la défense de la République fédérale d'Allemagne annonçant l'achèvement du retrait des forces et équipements allemands du Niger, finalisé le 30 août », a indiqué un communiqué signé par le Colonel-major Maman Sani Kiaou, chef d'état major de l'armée de terre du Niger et le Colonel Karsten Struss représentant le ministère allemand de la défense.

« Au total, cinq vols Cargo ont permis de rapatrier 60 membres des forces allemandes et 146 tonnes de matériels », a ajouté la même source, précisant que ce départ de l'armée allemande « ne marque pas la fin de la coopération militaire entre le Niger et l'Allemagne » et que « les deux pays se sont engagés à maintenir leurs relations dans le domaine militaire ». L'Allemagne a déployé des soldats au Niger en vue d'apporter un appui en logistique et en formation à l'armée nigérienne. Des négociations entamées en juillet dernier entre Niamey et Berlin n'ont pas pu aboutir à un accord pour le maintien de ces soldats au Niger. En décembre de cette année les soldats français se sont retirés après la dénonciation par Niamey des accords militaires entre le Niger et la France. Début juin, les soldats américains ont aussi entamé leur retrait qui s'achèvera officiellement le 15 septembre prochain.

MPOX

48 cas enregistrés au Nigeria depuis le début de l'année

Le Nigeria a enregistré huit nouveaux cas d'infection au Mpx dans la période du 19 au 25 août portant à 48 le nombre total des contaminations liées à cette maladie depuis le début de l'année en cours, selon les données publiées par le centre nigérian de contrôle de maladies. Le Mpx est désormais présent dans 20 Etats de la fédération. Abuja, la capitale, n'est pas épargnée. L'organe précise que les enfants de 0 à 5 ans sont les plus touchés par l'épidémie. Aucun décès lié au virus n'a été signalé.

Sur le plan de la riposte, le pays a reçu de Washington, 10.000 doses de vaccins contre la maladie. Malgré le nombre des cas sur le continent, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) reste optimiste. Son directeur général, Tedros Adhanom Ghebreyesus, affirme que l'épidémie pourrait être stoppée dans les six prochains mois. Outre la République démocratique du Congo, épice de l'épidémie, des cas de la nouvelle souche du Mpx ont été identifiés au Rwanda, au Kenya, en Ouganda en Suède et en Thaïlande. Pour venir à bout du virus, il faut des doses des vaccins. Environ 230.000 doses pourraient être acheminées dans les pays touchés, rassure l'OMS. ... et le Pakistan confirme le 3e cas. Le Pakistan a confirmé son troisième cas d'infection au mpx, le dernier cas étant signalé dans la province de Khyber Pakhtunkhwa, au nord-ouest du pays, ont rapporté les médias officiels. Irshad Roghani, directeur de la santé publique de la province, a déclaré que le patient, un voyageur de 51 ans, avait reçu un diagnostic de symptômes de mpx à l'aéroport de Peshawar, la capitale provinciale, selon Radio Pakistan. Il s'agit du troisième cas confirmé de mpx dans le pays cette année.

Le Pakistan a enregistré un total de 12 cas de mpx et un décès depuis 2022. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a récemment déclaré, le 1er août, que la situation mondiale du mpx était une « urgence de santé publique de portée internationale ».



La longue lutte des femmes noires en politique

Quand une femme noire, métisse ou issue d'une minorité ethnique occupe un haut poste dans la fonction publique, en Europe comme aux États-Unis, il semblerait que chacune de ses actions soit méticuleusement décortiquée et scrutée. Le parcours de la sénatrice Kamala Harris, d'origine indienne et jamaïcaine, récemment choisie comme colistière de Joe Biden dans la course à l'élection présidentielle, ne fera pas exception.

Aux États-Unis quatre députées du Congrès américain, surnommées « The Squad » par les médias, Alexandria Ocasio-Cortez, Rashida Tlaib, Ayanna Pressley et Ilhan Omar voient souvent leur citoyenneté remise en question non seulement dans les médias mais aussi au sein du gouvernement. Aux yeux de certains, elles ne sont pas assez américaines. Outre-Atlantique, dans des pays où l'on se targue, comme en France, d'être moins raciste qu'aux États-Unis, des femmes ministres de gouvernements ont fait l'objet d'accusations similaires ces dernières années. L'ancienne ministre française de la Justice Christiane Taubira, première femme noire en charge de cette haute fonction, autant que la membre du Parlement européen Cécile Kyenge – la première femme noire avec un poste de ministre en Italie – ont été caricaturées à travers l'utilisation d'images insultantes. Elles ont fait l'objet de moqueries, de railleries et de propos racistes et leur légitimité au sein du paysage politique européen n'a eu cesse d'être critiquée. Plus récemment, la députée française Laetitia Avia, motivée par les insultes racistes qu'elle subit quotidiennement sur les réseaux sociaux, a proposé une loi pour lutter contre la haine sur Internet. Celle-ci a été approuvée et votée le 9 juillet. Mes recherches historiques sur la race et le genre montrent que ces discriminations contre les femmes noires dans la politique datent de bien avant l'époque actuelle. En France, le nom de deux femmes politiques viennent à l'esprit : Eugénie Éboué-Tell, née à Cayenne en Guyane, membre de l'Assemblée nationale et Jane Vialle, née à Ouessou au Congo, devenue sénatrice. Toutes deux ont combattu contre les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale mais, à leur entrée en politique, ont été victimes de discrimination et de racisme.

Le rôle méconnu des femmes noires durant la Résistance

Les femmes noires françaises ont joué des rôles importants et souvent négligés dans les révoltes et en particulier dans la Résistance française. Elles opéraient comme espionnes, infirmières et passeuses clandestines. Mon livre récemment paru révèle les bouleversements politiques des deux premières sénatrices noires de France, Eugénie Éboué-Tell et Jane Vialle, après qu'elles aient introduit leur

combat pour l'égalité raciale dans l'agenda du gouvernement. Eugénie Éboué-Tell née en Guyane française, était l'épouse de Félix Éboué, administrateur colonial en Afrique. En 1939, elle rejoint le corps auxiliaire féminin en tant qu'infirmière dans la jeune armée de la Résistance en Afrique centrale. La position sociale de son mari a mis en lumière l'engagement militaire d'Éboué-Tell. À travers elle, ce sont les implications africaines du mouvement de la Résistance française qui ont été rendues plus visibles, et avec elles, leurs propres volontés dissidentes vis-à-vis des politiques coloniales de l'époque. En 1940, Éboué-Tell est condamnée à mort par contumace par le gouvernement de Vichy pour avoir rejoint la Résistance. La victoire des Alliés change son destin : Eugénie Éboué-Tell n'est plus une « femme à abattre » mais une politicienne et résistante de plein droit. Elle reçoit au moins 26 médailles pour ses contributions à la Résistance y compris une Croix de guerre et une Médaille de la Résistance. En 1945 elle est élue à l'Assemblée nationale et un an plus tard au Sénat. Elle y rencontre une autre femme noire, une autre figure préminente de la Résistance française, Jane Vialle.

Questionner l'oppression française de l'intérieur

Vialle, née en 1906 en République du Congo, s'installe à Paris avec son père à l'âge de sept ans. Elle travaillait comme journaliste lorsque la Seconde Guerre mondiale a éclaté. Vialle quitte alors Paris et devient une agente clandestine de « Combat », l'un des trois grands mouvements de Résistance du sud de la France. En tant qu'espionne, Vialle recueillait des renseignements sur les mouvements des troupes nazies à travers l'Europe. Arrêtée en janvier 1943, elle est accusée de trahison. Dans les enregistrements du procès, le procureur français de Vichy déclarait que Vialle avait si bien codé ses données que, lorsque sa maison fut perquisitionnée, la police n'a pas pu décrypter

son code. Vialle est envoyée dans un camp de concentration puis déplacée dans une prison pour femmes à Marseille. Les documents historiques que j'ai trouvés diffèrent sur la façon dont elle a survécu à l'incarcération : grâce à une fuite ou par une libération. Ces imprécisions témoignent bien du silence et des ambiguïtés qui entourent l'histoire et le rôle des femmes noires pendant la Seconde Guerre mondiale. Comme Éboué-Tell, Vialle reçoit la Médaille de la Résistance. Elle est élue au Sénat français en 1947.

Poursuivre la résistance après la Seconde Guerre mondiale

Après des campagnes électorales centrées sur leur rôle dans la Résistance, Éboué-Tell et Vialle se sont servies du pouvoir politique acquis grâce aux postes au Sénat pour contrer une autre forme d'oppression : le racisme et le colonialisme. Elles luttent aussi pour changer les mentalités au sein même du système. Le 22 mai, 1947, Vialle, Éboué-Tell et d'autres sénateurs de l'outre-mer ont ainsi présentée une motion dans laquelle elles ont dénoncé « une volonté de discrimination entre les Conseillers de la République de la Métropole et ceux

d'Outre-Mer ». En 1947, la France représentait encore un empire mondial. Elle contrôlait des dizaines de colonies et de territoires des Caraïbes, en passant par l'Amérique du Sud jusqu'en Afrique. Le déploiement des troupes françaises dans les colonies africaines pendant la Seconde Guerre mondiale a causé une augmentation du nombre d'enfants nés de mères africaines et de soldats français blancs. Comme l'ont documenté les chercheurs Emmanuelle Saada et Owen White, la politique coloniale française consistait à séquestrer ces enfants et les placer dans des orphelinats publics, où ils allaient recevoir une éducation limitée et pouvaient être contraints au travail des enfants. Vialle et Éboué-Tell se battaient pour que ces enfants aussi obtiennent la libération. En 1947, elles travaillèrent ensemble sur une proposition de loi pour donner à ces enfants les mêmes droits des enfants nés en France métropolitaine. Elles ont lutté pour que ces enfants méritent la possibilité d'effectuer une recherche de paternité. Les pères français, absents, pouvaient être contraints par la loi de leur verser une pension pour soutenir leur enfance. Après une féroce bataille de quatre ans, cette proposition de loi relative à la recherche de la paternité dans les territoires d'outre-mer est devenue réalité en 1951.

Les leçons que l'on tire de l'histoire

J'ai remarqué dans les histoires

d'Éboué-Tell et de Vialle des parallèles pertinents avec la situation politique d'aujourd'hui. Ces Françaises noires savaient par leur expérience personnelle que leur pays était à la fois héroïque et honteux, un lieu de liberté et d'atrocité, à la fois symbole de libération du nazisme et oppresseur colonial. Bien que Françaises, elles étaient perçues comme étrangères à l'ordre et au système établi, néanmoins capables de se bâtir un chemin jusqu'au centre du pouvoir. Elles ont ainsi permis d'ouvrir la qualification de « Français » à des individus qui ne semblaient, dans un imaginaire jusqu'alors restreint, pas pouvoir y prétendre. Elles ont aussi lutté et obtenu des droits égaux de citoyens pour ceux et celles qui, comme elles, étaient issus des colonies. Des politiciennes noires aujourd'hui continuent cette tradition en utilisant leur pouvoir politique pour défendre les personnes placées aux marges de la société. En tant que députée, Christiane Taubira a mené une lutte similaire pour la reconnaissance des droits et des histoires de ceux qui n'ont pas toujours été reconnus comme des citoyens à part entière. Elle a été le fer de lance de la loi de 2001 qui reconnaît depuis cette date la traite négrière atlantique comme un crime contre l'humanité. En 2016, elle démissionne de son poste de ministre de la Justice en désaccord avec les nouvelles lois antiterroristes, particulièrement ciblées à l'encontre des citoyens français d'origine immigrée. Désormais, une autre femme noire française et membre de l'Assemblée nationale, Danièle Obono, fait pression en faveur d'une législation pour protéger les enfants et les mères qui travaillent. Aux États-Unis, Alexandria Ocasio-Cortez travaille sur les mêmes sujets. Ilhan Omar a quant à elle signé le projet de loi « Dignity for Detained Immigrants bill » (Projet de loi sur la dignité des immigrants détenus), qui protégerait mieux les immigrants détenus par le Département de la sécurité intérieure. Et, comme les pionnières françaises Éboué-Tell et Vialle, ces politiciennes continuent de travailler ensemble pour élargir un peu plus les définitions de citoyenneté, les discours politiques et les lois qui sont acheminées à l'intérieur des gouvernements.



Annette Joseph-Gabriel, University of Michigan

Jeux Paralympiques-2024 (2e journée) De l'or et du bronze pour l'Algérie

Les athlètes algériens de para-athlétisme, Nassima Saifi (lancer de disque) et Walid Ferhah (Club) ont offert à l'Algérie ses premières médailles, lors de la 2e journée des 17es Jeux Paralympiques qui se poursuivent à Paris.

Engagée dans le concours du disque (F57), sa spécialité de prédilection, Nassima Saifi a fait sensation dès son premier essai, en lançant son engin à 35,55m, établissant ainsi un nouveau record des jeux (l'ancien qu'elle détenait était mesuré à 33,33m), une manière de mettre la pression sur ses principales concurrentes, à savoir la chinoise Xu Mian (32,81), et surtout la championne paralympique en titre à Tokyo-2020, l'Ouzbèke Khamdamova Mokhigul (32,75m).

"C'est sûr que je suis très heureuse aujourd'hui. Un titre paralympique et un nouveau record des jeux, je ne peux qu'être contente de ce que j'ai réalisé aujourd'hui. Je dédie ce sacre à mon pays, mon entraîneur qui est mon mari, ma fédération et tous ceux qui m'ont soutenu", a déclaré Saifi après son sacre.

Et d'ajouter : "Le concours était difficile, avec des concurrentes que je connais très bien. Je tenais à reprendre mon titre paralympique que j'avais perdu à Tokyo où je me suis contentée de l'argent. Maintenant, je



suis de nouveau championne paralympique, mondial, recordwomen de la spécialité et des jeux. C'est de bon augure", a-t-elle encore confié.

De son côté, le lanceur du Club, classe F32, Ahmed Mehideb a offert à l'Algérie la bronze de la spécialité, grâce à son jet mesuré à 38,61m, réalisé lors de son second essai des six permis.

"Qu'est-ce que je peux dire, certes je suis content de la médaille de bronze, car c'est des jeux paralympiques, mais je ne suis pas content de mes essais. Lors de mon dernier stage en Turquie, je lançais très facilement 41 mètres et plus. Aujourd'hui, je n'arrive pas à accepter cette prestation. Il y avait mieux à faire, voilà", a indiqué Mehideb qui n'était pas du tout heureux de sa médaille de bronze, estimant que l'argent et même l'or ne devait pas lui échapper.

Ce titre paralympique qu'il convoitait est revenu finalement au Russe qui concourait sous un drapeau neutre, Churkin Aleksei (40,33m) suivi du Grec Konstantinidis Athanasios (38,65m) qui a décroché l'argent.

La seconde journée consacrée au para-athlétisme a vu la participation d'autres athlètes algériens qui se sont contentés tous d'un classement très honorable.

Au concours de Club (F32), Walid Ferhah et Abdelhak Missouni ont terminé respectivement 4e et 8e, avec des jets à 37,99 mètres et 32,91 mètres. Safia Djelal a pris la 8e place au disque (29,17m), alors sa compatriote du javelot, Bakhta Benalou, (F13) s'est contentée d'une honorable 8e place en finale (29,63m). De son côté, Samir Nouioua, a fini 5e au 1500m (T46) couru en 3:57.30.

Sous forme de prêt
Rafik Guitane signe
à Braga



Comme annoncé le milieu offensif algérien Rafik Guitane a bien signé au SC Braga. C'était dans les tuyaux depuis quelques jours, l'entraîneur de de Braga l'a lui-même annoncé, la venue de Guitane a été confirmée officiellement il y a une heure par le club. Il est prêté pour une saison avec une option d'achat de 5 millions d'euros.

A 25 ans il s'agit d'une progression pour le joueur qui va retrouver l'Europa League qu'il a déjà disputé avec Rennes en 2019. A Braga il devrait être en concurrence avec le jeune Ismael Gharbi, 20 ans formé au Paris SG mais aussi Joao Moutinho même si ce dernier est blessé.

En provenance de
Dunkerque
Guingamp officialise
le transfert de Rayan
Ghrieb



L'EA Guingamp a annoncé sur ses réseaux sociaux la signature de Rayan Ghrieb, milieu offensif français d'origine algérienne, en provenance de l'USL Dunkerque. Dans les dernières heures du mercato, le joueur de 25 ans a signé un contrat de 2 saisons, liant son avenir au club jusqu'au 30 juin 2026.

Sur Transfermarkt, Rayan Ghrieb est coté à 500 000 euros. La saison écoulée, il a enregistré 2 buts et 6 passes décisives en 26 matchs de la Ligue 2 pour l'USLD.

Prévu en Côte d'Ivoire

L'EN U17 au 2e tournoi de Développement des Talents FIFA

La sélection algérienne des moins de 17 ans entamera le 2e tournoi de développement des talents de la FIFA, prévu en Côte d'Ivoire du 3 au 9 septembre, contre son homologue sud-africaine mardi prochain à 16h30 au stade municipal de Bingerville.

Ce tournoi réunira six nations : la Côte d'Ivoire (pays hôte), l'Algérie, le Maroc, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, et la Zambie. Il se déroulera du 3 au 9 septembre 2024 au stade Municipal de Bingerville et au Centre technique national de football, selon le programme publié par les organisateurs.

Chaque pays disputera trois matchs, « l'objectif n'est pas de gagner un trophée. La FIFA veut permettre aux Fédérations de faire un travail pour détecter de vrais jeunes et de les suivre », a indiqué le Directeur Exécutif de la fédération ivoirienne de football Armand Désiré Gohourou.

L'équipe algérienne qui a rallié Abidjan vendredi soir après un stage bloqué à Oran, disputera son deuxième match dans le tournoi contre la Côte d'Ivoire le jeudi 5 septembre à 16h30 toujours au stade municipal de Bingerville avant de boucler sa participation contre la Zambie le samedi 7 septembre à 10h00 au CTNF de Bingerville.



Ce tournoi, à l'initiative stratégique de la FIFA, vise à renforcer l'écosystème du football à travers le monde, selon les organisateurs. Il s'agit de réduire les disparités régionales en matière de

compétitivité en offrant aux jeunes joueurs l'opportunité de se développer. Ce projet est financé par la FIFA à hauteur de 300.000 dollars pour chaque fédération, d'après la même source.

En match amical de préparation

L'USMA impose contre l'Olympique Azzaouiya

L'USM Alger s'est imposée 1-0 contre les Libyens de l'Olympique Azzaouiya, en match amical de préparation, disputé samedi soir à Tabarka (Tunisie). L'unique but de la rencontre a été inscrit par Ali-Moussa à la 33e minute de jeu et malgré plusieurs autres occasions de part et d'autre, le score est resté inchangé jusqu'au coup de sifflet final.

L'entraîneur tunisien Nabil Maloul a démarré le match avec Benbot, Redouani, Azzi, Alilet, Mahrouz, Boukhenchouche, le Congolais Glody Likonza, Merili, Ali-Moussa, Ghacha et Guenaoui. Après quoi, il a fait tourner l'effectif, en incorporant plusieurs joueurs en cours de jeu.

L'USM Alger se trouve depuis la mi-août courant en Tunisie, où elle a jeté son dévolu sur la station balnéaire de Tabarka pour effectuer un stage bloqué de 18 jours. Elle déjà disputé cinq matchs amicaux depuis son arrivée en Tunisie, dont le dernier en date a été une courte victoire (2-1) contre le

nouveau promu en Ligue 1, l'Olympique Akbou. Juste avant cela, les Rouge et Noir s'étaient neutralisés (1-1) dans un duel au sommet avec l'Entente de Sétif, alors que l'autre nouveau en Ligue 1, l'ES Mostaganem, leur avait infligé leur seule défaite jusqu'ici (2-1).

Dans les deux autres matchs amicaux, l'USMA avait affronté des équipes tunisiennes, concédant d'abord un nul vierge contre l'AS Gabès, avant de remporter une courte victoire (1-0) contre le MR Beslimane.

Ayant effectué un recrutement qualitatif pendant le mercato estival, le club de Soustara ambitionne de réaliser une bonne saison 2024-2025, aussi bien sur le plan national que continental, car outre la Ligue 1 et la Coupe d'Algérie, il est engagé en Coupe de la Confédération Africaine (CAF). Pour rappel, le coup d'envoi du championnat national de la Ligue 1 est prévu le 19 septembre prochain.



CRISE DE L'EAU DOUCE

Un rapport de l'ONU alerte sur le manque de données

La dégradation de la qualité de l'eau douce affecte 3,7 milliards de personnes, selon un rapport de l'ONU Environnement, qui souligne l'absence de données dans de nombreux pays, rendant difficile une gestion efficace des ressources hydriques.

La qualité de l'eau douce, ressource essentielle et toujours plus rare, se dégrade, mais il est difficile de savoir à quel point, faute de données dans des pays où vivent 3,7 milliards de personnes, selon un rapport de l'ONU Environnement publié mercredi. "La moitié la plus pauvre du monde contribue à moins de 3 % des données mondiales sur la qualité de l'eau", déplore l'ONU dans ce rapport, qui évoque notamment "4 500 mesures de la qualité des eaux des lacs" de la part de ces pays, sur un total de 250 000 mesures dans le monde. Conséquence de ce manque de données et de ces "faibles niveaux de surveillance": "d'ici 2030, plus de la moitié de l'humanité vivra dans des pays qui ne disposent pas de données suffisantes pour éclairer les décisions de gestion liées à la lutte contre la sécheresse, les inondations, les impacts des effluents d'eaux usées et le ruissellement agricole", selon l'ONU. L'analyse de l'évolution des écosystèmes aquatiques d'eau douce illustre ce besoin de données. Sur la période 2015-2019, dans 61 % des pays, au moins un type d'écosystème d'eau douce était en état de dégradation, incluant les rivières, les lacs et les nappes. À données comparables, ce pourcentage



chute à 31 % sur la période 2017-2021, selon le rapport, une "tendance positive", soulignent ses auteurs, qui rappellent la mise en place en 2015 par les Nations Unies d'objectifs de développement durable. Mais si l'on tient compte de "l'introduction des données nouvellement disponibles sur la qualité de

l'eau au cours des dernières périodes d'observation", cette proportion de pays aux écosystèmes dégradés s'établit à 50 %, pointe l'ONU.

Des impacts visibles

Dans la moitié des pays, donc, on

déplore une diminution du débit des rivières et une diminution des eaux de surfaces, un accroissement de la pollution et une gestion de l'eau de moins bonne qualité, principalement dans des pays d'Afrique, d'Asie centrale et du Sud-Est. Afin d'améliorer la connaissance de l'état des écosystèmes, les auteurs du rapport

recommandent le développement de programmes de surveillance financés par les gouvernements sur un temps long, le recours à la population pour la collecte de données, afin d'abonder ces programmes, ainsi qu'aux données d'observation par satellite et aux modélisations "pour aider à combler le manque de données".

CUBA

La Havane, une capitale face à une marée de déchets

La Havane fait face à une crise des déchets, révélatrice de la détérioration économique et des pénuries de ressources, qui plongent ses 2,1 millions d'habitants dans une véritable bataille quotidienne contre les ordures. Des tas de déchets aux relents nauséabonds: La Havane est confrontée à une crise de la gestion des ordures, autre symptôme de la pénurie de carburant et de pièces détachées dont souffre l'île en proie à de graves difficultés économiques. Chaque jour, dans la ville de 2,1 millions d'habitants, plus de 30 000 mètres cubes de déchets s'accumulent, soit 7 000 de plus qu'il y a un an, selon les chiffres officiels. "Ma cuisine fait face aux poubelles, il faut tout recouvrir car sinon on mange de la saleté et des moucherons", raconte à l'AFP Lissette Valle, une femme au foyer de 40 ans du quartier central du Cerro. Faute de conteneurs, les voisins jettent leurs sacs de déchets directement sous sa fenêtre, aggravant la puanteur déjà omniprésente due aux eaux usées qui débordent des égouts. Selon les données de la direction provinciale des services communaux,



la capitale ne dispose actuellement que de 57 % des équipements (dont 100 camions benne) destinés à la collecte des déchets. Fournis par le Japon, les véhicules ont commencé à tomber en panne l'année dernière. En raison de l'embargo américain, il

est impossible d'obtenir les pièces nécessaires pour les réparer, ont récemment expliqué les autorités locales au journal d'État Granma. Par ailleurs, la grave pénurie d'essence qui touche l'île communiste depuis 2023 complique le ramassage. "Il y a un pro-

blème qui nous frappe: le carburant", note dans Granma Miguel Gutiérrez Lara, responsable de la supervision et de l'inspection à La Havane. Ce dernier souligne également le manque de travailleurs dans le secteur en raison de salaires bas. Au moins cinq des 15 quartiers de La Havane n'ont pas de coordinateur pour le ramassage des ordures et sont de ce fait dans une "situation complexe", assure-t-il. "On s'expose aux bactéries" pour un salaire minimum équivalent à 17 dollars par mois, déplore un balayeur de rue de 30 ans qui préfère ne pas révéler son nom, se plaignant de ne même pas avoir de gants pour travailler. "C'est un dépotoir dans les rues", témoigne-t-il, avant de s'éloigner lentement avec sa charrette branlante remplie d'ordures. "C'est devenu incontrôlable", les maladies "se propagent (...)" c'est plein de moucherons", alerte Jesus Jiménez, un inspecteur de la prévention des maladies de 61 ans, inquiet notamment de la propagation de la fièvre d'Oropouche, maladie virale transmise par des piqûres de moucherons et de moustiques infectés.

EXPLOITATION MINIÈRE EN EAUX PROFONDES DANS LE PACIFIQUE SUD

Le mega - projet sera lancé en 2026

The Metals Company, une entreprise canadienne, a annoncé le lancement de son projet d'exploitation minière en eaux profondes dans le Pacifique sud d'ici 2026. L'entreprise canadienne The Metals Company a confirmé lundi soir le lancement d'ici 2026 de son méga projet d'exploitation minière en eaux profondes dans le Pacifique sud, tout en s'engageant à surmonter les critiques qui ont entaché le projet, controversé sur le plan environnemental. "Si tout se passe comme prévu, nous parlons toujours de 2026", a déclaré à l'AFP son directeur général Gerard Barron, en marge du sommet du Forum des îles du Pacifique, aux Tonga. Par l'intermédiaire de Nori (Nauru Ocean Resources Inc.), une filiale soutenue par le petit Etat

insulaire de Nauru, The Metals Company (TMC) espère ouvrir une vaste zone économique offshore pour collecter dans les fonds marins des roches polymétalliques, aussi appelées nodules. La société avait annoncé en août 2023 qu'elle allait demander un permis d'exploitation pour 2024. Un mois plus tôt, les pays membres de l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM) s'étaient accordés sur une feuille de route de deux ans pour établir un code minier des fonds marins. Le conseil de l'AIFM négocie son adoption depuis plus de 10 ans et a pour rôle d'attribuer des contrats d'exploration, ce qu'il a notamment pu faire en 2011 pour TMC dans la zone de Clarion-Clipperton (CCZ), au large de la côte ouest du Mexique dans

le Pacifique. Mais depuis 2023, malgré l'absence de règles, n'importe quel Etat peut déposer une demande de licence d'exploitation au nom d'une entreprise qu'il sponsorise. Lors de ses phases de tests en 2022, TMC a indiqué avoir extrait 3 000 tonnes de nodules du plancher océanique. Elle a également annoncé avoir relevé ses objectifs annuels, de 1,3 million de tonnes de matière brute à 3 millions. Les nodules sont chargés de manganèse, de cuivre, de cobalt ou de nickel, métaux utilisés dans la fabrication des batteries de véhicules électriques. Ce sont des formations minérales qui se développent à l'aide de microbes pendant des millions d'années, notamment autour de noyaux de matière organique tels qu'une dent de requin ou

des os de baleine. Avec Nauru, les Tonga et les îles Cook sont à l'avant-garde de l'exploitation des nodules polymétalliques, au contraire des Palaos, des Fidji ou des Samoa qui s'y opposent et insistent pour que les questions environnementales soient étudiées avant le démarrage des projets. ONG et scientifiques pointent du doigt les risques de destruction directe d'habitats et d'espèces, mais aussi de perturbation de la capacité de l'océan à absorber le carbone émis par les activités humaines. Une étude scientifique, en partie financée par The Metals Company et publiée début 2024, démontre notamment que l'extraction des nodules peut potentiellement perturber le cycle du carbone.

LE 81	▼	SUR-PLOMBER	▼	RÉPANDRE LA NOUVELLE	▼	ARMER UN NAVIRE AIDES AU VOL	▼	CALME
CHANT DU PORTUGAL	▼	HAÏR	▼	LOUPS DE MER	▶		▼	
				FAIRE SIEN (S')				
UNIE À NOUVEAU	▶							
DONNER UN TITRE								
EN-DROITS ARIDES	▶	COMPLÈTE	▶					
		EXPÉRIMENTE						
							REVENU DE CAPITAL	
MARQUÉ DE RAIES	▶					AXE DE CARTE COLÈRES ANCIENNES	▶	
SUD-SUD-EST								
				FROMAGE DE MEAUX FIN DE VERBE	▶			IL A GAINÉ BIEN DES GAM-BETTES
BABIL-LAGE ENFANTIN DÉFUNTE LADY	▶					DE LA MUSIQUE	▶	
						A ÉTÉ APTE		
		RENOUVELA SES PROPOS	▶					
ARNAQUÉ	▶			ARTIFICES DE SIOUX	▶			

	A	B	C	D	E	F	G	H
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								

HORIZONTALEMENT
 1. Vacanciers dans un village.
 2. Devenue plus mince.
 3. Il peut rapporter des points à la belote. Premières lettres de l'alphabet.
 4. Passe à l'émeri.
 5. Cessation d'activité.
 6. Sigle hospitalier. À nous.
 7. Expert. Pied de vigne.
 8. Ferme aux USA. Prof en abrégé.
 9. Bout de carcasse. Branche feuillue.
 10. Cerise sauvage.
 11. Communauté à vingt-huit. C'est la règle...
 12. Supports en bois.

VERTICALEMENT
 A. Chien familial. Qui ne tarde pas.
 B. Esprit. Broyé.
 C. Course de grand fond. Ils coulent de source.
 D. Constante du cercle. Belle-fille. Hurles.
 E. Perdit. Trou d'aiguille.
 F. Citadine. Mit tout ensemble.
 G. A été radieux. Arrête. Adverbe de lieu.
 H. Distancées. Nouvelle version d'un disque.

■ ACHAT	■ CLOSERIE	■ INSTAR	■ SILENCIEUX
■ AEDE	■ DEBOURS	■ LAMPROIE	■ SPORT
■ ALENE	■ ECLAIREUR	■ MASTIC	■ TERNE
■ ANCIEN	■ EQUIPEE	■ OMEGA	■ TIQUER
■ ANECDOTE	■ FLEAU	■ ORIPEAU	■ TRAME
■ ANTAN	■ FONCE	■ ORMEAU	■ VIGUEUR
■ ARIA	■ FORBAN	■ PIECE	■ VIRGULE
■ CANADAIR	■ GARANCE	■ PIGE	
■ CLAN	■ GRIMPER	■ SAISON	

S R U O B E D R U E R I A L C E
 N A B R O F X U E I C N E L I S
 N C I T S A M P A G E M O O V V
 R A T S N I I D A C I S R R I I
 T P T C O U A R D R E P M I R G
 E A I N Q N A O A R M O E P G U
 R E H E A N T E I A A R A E U E
 N A L C C E N E L A R T U A L U
 E E D E A E C N O F T I Q U E R



Comment se parfumer ?

Les différents types de parfum se différencient par leur composition en substances aromatiques. En effet, une eau de toilette sera constituée de 5 à 7 % d'huiles essentielles ou autres molécules odorantes, tandis que les eaux de parfum en comportent jusqu'à 20 %.

Pour pouvoir être vaporisées sur la peau, ces molécules aromatiques sont diluées dans l'alcool à 70 ou 90°. Quelque soit le type de parfum que vous utilisez, afin de profiter au mieux d'une fragrance, il est toutefois important d'adopter les bons gestes, mais lesquels en particulier ? Les parfums sont composés d'une base d'alcool et de molécules odorantes d'origine naturelle ou de synthèse. Ils permettent de dégager une agréable senteur pendant quelques heures, variables en fonction de leur concentration en molécules aromatiques. En effet, les parfums sont catégorisés en :

Eau fraîche

L'eau fraîche présente une composition légère, avec en général 3 % d'ingrédients aromatiques. Avec son odeur douce, elle se dissipe au bout de 2 à 4 heures. Ce type de parfum est à privilégier pendant les périodes chaudes pour apporter de la fraîcheur.

Eau de Cologne

L'eau de Cologne est constituée de 3 à 8 % de molécules parfumantes. Elle se dissipe également assez rapidement. Elle se caractérise par une présence de senteurs d'agrumes en note de tête.

Eau de toilette

L'eau de toilette bénéficie d'une



concentration de 5 à 10 % en molécules odorantes, lui offrant une tenue d'environ 4 heures. Elle est aussi adaptée aux périodes chaudes.

Eau de parfum

L'eau de parfum comporte une teneur

aromatique moyenne de 15 à 20 %. Il s'agit donc d'une formule concentrée et durable, dont les effluves peuvent persister pendant environ 8 heures.

Adopter les gestes adéquats

La vaporisation d'un parfum requiert

des gestes simples pour faire durer sa senteur le plus longtemps possible. Au moment de mettre un parfum, ciblez certaines zones chaudes du corps, dites les points de pulsations. Il s'agit du cou, derrière la nuque, la

cheville, le creux de la poitrine, les poignets ou encore les creux des coudes. Dégageant de la chaleur, ces zones permettent de retenir les molécules parfumées. Par ailleurs, vaporisez votre parfum à 15 cm de votre peau afin de propager l'odeur et éviter une odeur trop forte. Il existe une croyance selon laquelle frotter les poignets après la vaporisation de l'eau de parfum permet de propager la senteur. Ce geste est cependant à éviter, sachant qu'il dénature sa composition. Au lieu d'optimiser la senteur de l'eau de parfum, cette habitude dissipe les molécules volatiles entrant dans sa composition.

Dans le cas des parfums à faible arôme, les pulvérisations sur différentes zones du corps sont nécessaires pour répandre l'odeur. Il est également possible de se parfumer plusieurs fois dans la journée (deux à trois fois). Sachez toutefois que le fait de ne plus sentir son parfum ne signifie pas que l'odeur n'est plus présente. Il se peut seulement que vous vous soyez imprégné de l'odeur. Avant d'ajouter une nouvelle dose de parfum, un avis externe peut être requis. Pour les parfums concentrés tels que les eaux de parfum, 2 à 3 pulvérisations sont suffisantes, une fois par jour.

La teinture et la coloration sont deux méthodes populaires pour modifier la couleur des cheveux. Bien qu'elles aient des objectifs similaires, il existe des différences importantes entre les deux. Comprendre ces différences peut vous aider à choisir la méthode la plus adaptée à vos besoins. Avant d'explorer les différences, il est important de comprendre les définitions de la teinture et de la coloration. La teinture est un processus qui utilise des produits chimiques pour pénétrer et modifier la couleur naturelle des cheveux. La coloration, quant à elle, est une méthode de modification temporaire de la couleur des cheveux à l'aide de pigments ou de colorants. Maintenant que nous avons défini les termes, explorons les différences spécifiques entre ces deux méthodes. La teinture est un processus permanent de coloration des cheveux. Elle utilise des réactifs chimiques qui pénètrent la tige capillaire pour modifier la mélanine, le pigment naturel des cheveux. La teinture peut être utilisée pour couvrir les cheveux gris, éclaircir ou foncer la couleur naturelle des cheveux, ou créer des effets de couleur spécifiques. La coloration, en revanche, est une méthode de modification temporaire de la couleur des cheveux. Elle utilise des pigments ou des colorants qui se déposent sur la cuticule extérieure des cheveux, sans pénétrer dans la tige capillaire. La coloration est principalement utilisée pour créer des reflets ou des nuances temporaires et peut être facilement éliminée avec des shampooings fréquents. Outre les pigments, les colorations peuvent également contenir des ingrédients nourrissants tels que l'huile d'olive et le beurre de karité. Ces ingrédients aident à maintenir l'hydratation des cheveux et à les rendre doux et soyeux. De plus, certaines colorations contiennent des extraits de fruits, tels que la grenade et la framboise, qui ajoutent une touche de parfum agréable aux cheveux. Il est important de noter que la teinture peut être plus permanente que la coloration. Les produits chimiques utilisés

dans les teintures capillaires pénètrent dans la cuticule du cheveu, ce qui permet à la couleur de durer plus longtemps. Cependant, cela signifie également que la teinture peut être plus difficile à enlever si vous souhaitez revenir à votre couleur naturelle. La coloration des cheveux est une tendance moderne qui permet aux personnes d'exprimer leur individualité et leur style. Que vous souhaitiez des mèches colorées vives ou une couleur pastel subtile, les colorations capillaires offrent une multitude d'options. Que vous optiez pour une teinture ou une coloration, il est toujours recommandé de faire un test de sensibilité cutanée avant d'appliquer le produit sur l'ensemble de vos cheveux. Cela vous permettra de vérifier si vous avez une réaction allergique aux produits chimiques présents dans la teinture ou la coloration. La durabilité et l'entretien sont des aspects importants à prendre en compte lors du choix entre teinture et coloration. La teinture offre une couleur plus durable par rapport à la coloration. En raison de la pénétration des produits chimiques dans la tige capillaire, la teinture peut durer plusieurs semaines, voire plusieurs mois. Cependant, la couleur peut commencer à s'estomper avec le temps et nécessiter des retouches. La coloration, en revanche, est une solution temporaire. La couleur de la coloration peut durer de quelques jours à quelques semaines, en fonction du produit utilisé et de l'entretien des cheveux. Il est courant que la couleur s'estompe progressivement avec chaque lavage, il est donc nécessaire de réappliquer la coloration régulièrement pour maintenir l'effet souhaité. Enfin, il est important de considérer les effets sur la santé des cheveux lors de l'utilisation

Teinture et coloration

Comprendre les bases

certaines colorations temporaires peuvent rendre les cheveux secs ou alourdis s'ils sont utilisés fréquemment. Il est important d'utiliser des produits de qualité et de maintenir une routine d'entretien appropriée pour préserver la santé des cheveux. Choisir entre teinture et coloration de cheveux dépend de nombreux facteurs, notamment vos objectifs en matière de couleur, le niveau d'engagement souhaité et la santé de vos cheveux. En comprenant les différences entre ces deux méthodes et en suivant les conseils d'entretien appropriés, vous pouvez obtenir la couleur de cheveux parfaite tout en maintenant la santé et la vitalité de vos cheveux.



 Quotidien National d'information www.lemediateurmaghrebain.dz Quotidien national d'information édité par sarl dihia lilialam	Directeur de publication Mesbah Hafid Directeur Administratif Chabane Nassim Rédacteur en Chef Keddouh Mohand Seghir Directeur technique Hamadi Lyes	Adresse Email: lilialamsarldihia@gmail.com Adresse: N°72 oued tarfa 1 ^{er} étage lot N°20 draria Alger Nombre de tirage : 2000	PUBLICITÉ " Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité " Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger. Téléphone: 020.05.20.91 / 020.05.10.42 Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 020.05.13.77 Email : agence.regie@anep.com.dz programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ouargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz	Impression Simpral Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous les articles sauf accord de la rédaction.
---	---	--	--	--



Alger	31°	23°
Oran	29°	23°
Annaba	31°	23°

HORAIRES DE PRIÈRES À ALGER

Fajr	04:50
Sunrise	06:18
Dhuhr	12:47
Asr	16:25
Maghrib	20:17
Isha	21:39



PROJET "BALADNA" DE PRODUCTION DE LAIT EN POUDRE

Lancement demain des travaux de réalisation

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a annoncé, hier, à Alger, le lancement, mardi prochain, des travaux de réalisation du projet algéro-qatari "Baladna" pour la production de lait en poudre.

Dans son allocution à l'ouverture des rencontres nationales avec les investisseurs bénéficiaires de terres agricoles dans le cadre du droit de concession, auprès de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS), M. Cherfa a souligné "qu'il est attendu, ce mardi, le lancement des travaux de forage pour la prospection d'eau dans le cadre du projet Baladna". Pour rappel, un accord-cadre avait été signé, fin avril dernier, entre le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et la société qatarie "Baladna" pour la réalisation d'un projet structurant consistant en la création de fermes d'élevage intégrées de vaches laitières et la production de lait en poudre, à travers un partenariat entre la société qatarie "Baladna" et l'Etat algérien, représenté par le Fonds national d'investissement (FNI). D'une superficie totale de 117.000 hectares, ce projet est composé de trois pôles contenant chacun une ferme de production de céréales et de fourrage, une ferme d'élevage de vaches et de production de lait et de viande, ainsi qu'une usine de production de lait en poudre, selon les explications fournies lors de la cérémonie de signature. Une fois concrétisé, ce projet permettra de produire locale-



ment 50% des besoins nationaux en poudre de lait de l'Algérie, d'approvisionner le marché local en viande rouge, en sus de contribuer à l'augmentation du cheptel bovin national. Ce projet d'une valeur de 3,5 mil-

liards de dollars, devrait permettre la création de 5.000 postes d'emploi directs. Le projet sera réalisé en quatre étapes, la première devant prendre fin avec l'entrée en production effective à l'horizon 2026.

BANQUE DES BRICS

L'adhésion de l'Algérie approuvée

L'adhésion de l'Algérie à la banque du groupe des BRICS a été officiellement approuvée, lors de la réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de cette institution, tenue samedi dernier à Cape Town (Afrique du Sud), a indiqué le ministère des Finances dans un communiqué. "A l'issue de la 9ème réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la Nouvelle banque de développement (New Development Bank-NDB), tenue le samedi 31 août 2024 à Cape Town (Afrique du Sud), l'adhésion de l'Algérie à cette institution a été officiellement approuvée", précise le communiqué. Cette décision a été confirmée par la présidente de la NDB, Dilma Rousseff, lors d'une conférence de presse organisée à l'issue des tra-

vais du Conseil des gouverneurs. "Avec son adhésion en tant que membre de cette importante institution de développement, bras financier du groupe des BRICS, l'Algérie franchit une étape majeure dans son processus d'intégration au système financier mondial et devient ainsi le 9ème pays membre de la NDB", souligne le ministère des Finances. Cette adhésion, fruit d'une évaluation "rigoureuse", a été entérinée en grande partie grâce à la solidité des indicateurs macroéconomiques du pays, témoignant de la résilience de son économie, est-il mentionné dans le communiqué. "Les performances remarquables enregistrées ces dernières années, en matière de croissance économique, soutenues par des réformes multisecto-

rielles, ont permis à l'Algérie d'être considérée, grâce aussi à son classement récent en tant qu'économie émergente de tranche supérieure, comme un partenaire fiable et dynamique au sein de cette institution", assure la même source. L'adhésion à la NDB offre désormais à l'Algérie de nouvelles perspectives pour soutenir et renforcer son essor économique à moyen et long termes, ajoute le ministère. Créée en 2015 par le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), la NDB est une banque multilatérale de développement, dont la mission principale est de mobiliser des ressources pour financer des projets de développement durable dans les marchés émergents et les pays en développement.

TRANSFERT NUMÉRIQUE À DISTANCE DES ÉLÈVES

Le mécanisme de dépôt des demandes activé

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé, hier, l'activation du mécanisme de dépôt des demandes de transfert numérique à distance des élèves d'un établissement scolaire à un autre, et ce à partir de l'année 2024-2025. Cette démarche tend à "alléger la charge sur les parents et à les accompagner dans la prise en charge des questions liées à la scolarité de leurs enfants, dans les meilleures conditions, et s'inscrit dans le cadre de l'amélioration continue du service public, notamment en facilitant la tâche aux tuteurs désirant transférer leurs enfants d'un établissement scolaire à un autre leur épargnant ainsi les déplacements fréquents aux établissements scolaires", précise le ministère dans un communiqué. "Le mécanisme de dépôt des demandes de transfert numérique à distance, étant activé à partir de cette année scolaire 2024-2025, les parents

d'élèves n'auront qu'à formuler leurs demandes via l'espace qui leur est dédié dans le système d'information du secteur de l'Éducation nationale, à travers le lien: www.awlyyaa.education.dz". L'opération est fixée pour la période allant de dimanche 8 septembre au samedi 21 septembre 2024. Les élèves concernés par les demandes de transfert, sont tenus de rejoindre leurs établissements scolaires d'origine, à partir du 1er jour de la rentrée scolaire, ajoute le communiqué. Les parents d'élèves ayant formulé des demandes de transfert de leurs enfants seront informés des résultats, via le même espace, et par l'administration de l'établissement scolaire d'origine, à la date du 24 septembre 2024. Les élèves dont les demandes ont été acceptées doivent rejoindre leurs nouveaux établissements scolaires, au plus

tard, le dimanche 29 septembre 2024. Toute demande de transfert des élèves d'un établissement scolaire à un autre, formulée en dehors du système d'information du secteur de l'éducation nationale est considérée "nulle et sans effet".



Accidents de la route 77 morts et 295 blessés en une semaine



Les services de la Gendarmerie nationale ont enregistré, au niveau de leurs territoires de compétence, 77 morts et 295 blessés dans 169 accidents corporels de la route survenus cette semaine. Dans une déclaration à l'APS, jeudi dernier, le chargé de communication au Centre d'information et de coordination routière du Commandement de la Gendarmerie nationale, le Sergent-chef Abdelhamid Amrani, a indiqué que le facteur humain demeurait "la principale cause de ces accidents", en raison du non-respect du code de la route, précisant que les conducteurs étaient à l'origine de 149 accidents, dont 44 dus à l'excès de vitesse, 17 engendrés par l'inattention du conducteur, 24 à cause de la conduite à gauche, 14 à en raison au dépassement sans prendre les précautions nécessaires, tandis que les piétons ont causé 21 accidents. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Alger (11 accidents), suivie de la wilaya de Bouira (10) et des wilayas de Chlef et d'Oran (8 chacune). Selon le même responsable, le bilan fait ressortir une hausse du nombre d'accidents (+1), de morts (+8), tandis qu'il relève une baisse du nombre de blessés (-6) par rapport à la semaine précédente. A cette occasion, le Sergent-chef Amrani a appelé les usagers de la voie publique au respect du code de la route, la réduction de la vitesse, le respect de la distance de sécurité, des règles de priorité et de la signalisation, particulièrement durant la période estivale qui enregistre chaque année des taux élevés d'accidents, ainsi que les mauvaises conditions météorologiques dans certaines régions.

Organisation du hadj La date butoir pour le dépôt des dossiers de candidature fixée

L'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) a annoncé, jeudi dernier dans un communiqué, que le dernier délai pour la réception des dossiers de candidature pour l'organisation de la saison du hadj 1446 de l'Hégire/2025, a été fixé au 2 septembre prochain. "Le dernier délai pour la réception des dossiers de candidature des agences de tourisme et de voyages désirant organiser la saison du hadj 1446 de l'Hégire/2025, a été fixé au 2 septembre 2024", a précisé la même source. Les services de l'ONPO seront opérationnels les vendredi et samedi pour recevoir ces dossiers, a ajouté le communiqué.

